

LA
PAROLE
AUX ETUDIANTS

Investissez L'AVENIR



Investissez L'AVENIR

Remerciements

Tout d'abord merci aux membres du jury du concours qui sous la houlette de son Président Erik Orsenna de l'Académie française, a élu 5 lauréats parmi la centaine de participants dont les contributions ont été sélectionnées par les membres du Cercle des économistes. Les jurés étaient : Jacques Biot (Président exécutif de l'École Polytechnique), François Chérèque (Président de l'Agence du Service Civique), Bernard Focroulle (Directeur du Festival d'Aix-en-provence), Alain Kouck (Président Directeur Général de Editis), Vincent Lemerre (Conseiller de programme, France Culture), Bruno Raffaelli (Sociétaire de la Comédie française), Antoine Reverchon (Journaliste, *Le Monde*), Hippolyte d'Albis (Cercle des économistes) et André Cartapanis (Cercle des économistes).

Nos vifs remerciements vont cette année encore à France Culture, co-producteur du concours dès l'édition 2013.

Un grand merci également pour son soutien au Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur ainsi qu'à la CPU, la CGE, la CDEFI, le CNOUS, le Service Civique, les doyens, les chefs d'établissement et les professeurs. Sans oublier ANIMAFAC pour son réseau d'étudiants.

Merci également à la SNCF qui prend à nouveau cette année en charge le transport des 100 étudiants invités à Aix. Nous remercions aussi les entreprises qui se sont associées à l'édition 2014 du concours : Arrowgrass, le BCG, la Caisse d'Épargne PAC, la Compagnie des Alpes, le Groupe la Poste, LVMH, Pernod Ricard, PwC et SCUTUM. Des remerciements tout particuliers à EDITIS qui outre sa participation au concours, a pris en charge l'impression de ce recueil.

Merci enfin au Festival d'Aix-en-Provence, notre partenaire des Rencontres, pour le programme musical spécialement conçu pour les étudiants.

Comme chaque année, nous remercions les membres du Cercle et l'équipe dédiée à l'organisation du concours, Nicole Bordet, Marie Castaing, Isabelle Clap, Hélène Clément, Béatrice Fages, Martine Moran, Anaïs Paccard et Marie Vialard.

Jean-Hervé Lorenzi
Président du Cercle des économistes

Imaginer, Décloisonner, Converger, nouvelle devise de la jeunesse ?

Les crises économiques, politiques, environnementales, sociales, éducatives... illustrent des enjeux qui supposent que les jeunes **investissent l'avenir**.

Voilà ce qu'ils en disent, voilà comment ils s'inscrivent dans un monde illisible, comment face aux résistances, aux changements... ils souhaitent s'autonomiser.

Filles ou garçons, à l'aube de prendre leur destin en main, voilà comment ils dessinent de nouvelles pistes articulées autour du symbolisme, de l'imaginaire et du réel, avec une forme d'utopie capable de capter ces imaginaires.

Pour eux, le « neuf » va peu à peu prendre la place des « vieux schémas de pensées ».

Ils ont en commun de libérer de l'énergie et montrent qu'ils sont prêts à trouver de nouveaux relais de croissance, d'un autre type fondés sur l'échange, la solidarité... Ils sont dans une logique de partage et non d'accumulation.

Un constat : le déferlement technologique modifie l'organisation mondiale et cette prise en compte devient une force pour le renouveau de la pensée. L'intelligence collective est plus que jamais au rendez-vous.

Au milieu de ce grand désordre mondial, ils forment une véritable plate-forme interactive où chacun s'interpelle, s'entraide, se côtoie pour bâtir un nouvel écosystème.

Enfin les voilà qui reprennent le flambeau au nom de l'avenir et du droit à se construire autrement en interaction avec les autres. Ils plébiscitent cette intelligence collective pour une nouvelle économie collaborative et dénoncent les pouvoirs enfermés dans des carcans.

Bien que lucides, ils ne sont pas pessimistes car les valeurs relationnelles dominent et agrègent d'autres valeurs pour une pluralité des mondes possibles.

Connectez-vous avec eux pour fertiliser votre imaginaire !

Erik Orsenna
de l'Académie française



Cinq
LAURÉATS

—

Un fédéralisme budgétaire au service de l'Europe

Procès-verbal d'une séance fictive d'une nouvelle institution européenne chargée d'évaluer la résilience de l'Europe fédérée à une crise mondiale secouant le commerce global en 2023.

Le Comité d'évaluation accueille Mme Alpha, économiste en chef à l'OCDE :

Mme Alpha rappelle que le fédéralisme budgétaire européen a permis de compenser certains déséquilibres en Europe depuis 2020. La fiscalité sur les entreprises a été harmonisée pour égaliser la compétitivité/prix au sein de l'Europe et favoriser le commerce intérieur. Par ailleurs, un transfert budgétaire a été instauré des pays « du nord » exportateurs de produits industriels à forte valeur ajoutée, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, vers les pays « du sud », comme l'Italie, l'Espagne et sous certains aspects la France, principaux exportateurs de services à faible valeur ajoutée. Grâce à ce système redistributif, les pays du sud ont pu allouer leurs facteurs de production de manière efficiente et ont recommencé à investir dans des secteurs pouvant profiter à l'Europe, sans crainte de déséquilibre macroéconomique et sans s'endetter. En même temps, les pays du nord ont pu investir dans les nouvelles technologies et ont brillamment entamé la transition écologique tirant, dès 2022, l'économie européenne vers une croissance supérieure à celle de ses principaux partenaires commerciaux, la Chine et les États-Unis, et à un niveau proche des pays d'Afrique en voie de développement. [...]

La récession aurait pu se transmettre aux pays du sud, puisque la demande adressée aux pays du nord en a pâti. Mais les signaux forts envoyés par le récent fédéralisme budgétaire ont convaincu les agents de la résilience européenne à la crise. Les pays du nord ont décidé de maintenir leur production en baissant drastiquement les prix grâce à un effort considérable sur les marges. Le fort attachement des syndicats de travailleurs à l'emploi a également résulté en une légère contraction des salaires afin de garder un niveau d'emploi constant dans la plupart de ces pays. Pour favoriser la baisse des prix, Bruxelles a immédiatement décidé d'alléger la fiscalité des entreprises dans les pays du nord de manière temporaire. En conséquence, la demande intérieure à l'Europe n'a pas

souffert : les pays du nord ont continué à utiliser les services du sud, et les pays du sud ont profité de la baisse des prix des produits industriels du nord pour augmenter leur pouvoir d'achat. Les volumes de commerce intérieur ont augmenté au détriment du commerce extérieur. Les transferts, initialement orientés du nord vers le sud, se sont ainsi temporairement inversés et la croissance a repris dès le premier trimestre 2024 dans les pays du nord, alors qu'elle est restée constante dans les pays du sud.

Dès 2023, l'union bancaire a aidé les banques en manque de liquidité et a permis aux entreprises européennes de continuer à se financer. [...] Cette autosuffisance de la demande intérieure a permis à l'Europe de ne perdre qu'environ 3 points de production potentielle, alors qu'elle en avait perdu 12 lors de la crise de la zone euro du début des années 2010. En effet, les taux d'utilisation des capacités sont restés à un niveau suffisamment élevé pour que la capacité de production ne diminue pas de manière conséquente.

La crise ayant été plus sévère pour le reste du monde, le commerce mondial n'a repris qu'au second trimestre 2024. L'injection massive de capitaux par la Banque centrale européenne a permis non seulement d'éviter une déflation possible après la baisse des prix, mais également de déprécier l'euro et d'augmenter la compétitivité des entreprises européennes, mise à mal par la crise. [...] La demande extérieure adressée à l'Europe a ainsi pu reprendre doucement. [...] Mme Alpha considère donc que la crise est désormais terminée et suggère que le Conseil fédéral européen mette un terme à la réforme temporaire de baisse de la fiscalité des entreprises et revienne progressivement vers le système de transfert initial.

M. Smith constate que l'Europe a bien résisté à une situation mondiale délicate, mais il souhaite connaître précisément les facteurs qui lui ont permis de s'en sortir. [...] Pour Mme Alpha, la principale différence [d'avec 2010] réside dans la confiance que les Européens ont eue en l'Europe. Alors qu'en 2010, un climat de méfiance régnait, poussant les pays du nord à se méfier des pays du sud, un cercle vertueux s'est initié en 2023, avec une volonté des différentes nations européennes à résister ensemble à cette crise commerciale. L'action politique, notamment l'allègement de la fiscalité pour les entreprises au profit du maintien de l'emploi et de la réduction des prix, a contribué très largement à cet effet de confiance des agents.

C'est donc la gouvernance européenne qui a permis, grâce à des réformes justes et efficaces, décidées au bon moment, de restructurer rapidement la demande adressée à l'Europe et de dynamiser son marché intérieur au moment où le marché extérieur s'ébranlait. [...]

Mme Schultz s'interroge sur les raisons qui ont fait que les agents se comportent comme les décideurs politiques l'avaient prévu. Elle questionne Mme Alpha à ce sujet. [...] Mme Alpha répond que selon elle, plusieurs facteurs entrent en compte : l'absence d'élections présidentielles dans les pays les plus importants a évité une prise de position politique des partis anti-européens. De plus, la politique économique européenne était parfaitement crédible et le succès récent du fédéralisme budgétaire dans les pays du sud avait dynamisé la demande de ces pays pour les produits du nord. [...] La réduction des prix des pays du nord a également été possible car ceux-ci présentaient initialement de forts taux de marge. Finalement, tous les ingrédients étaient réunis pour une issue favorable. Dans un contexte différent, à un autre moment, ou si la structure du commerce était différente, les résultats auraient pu être bien différents. [...]

M. Perez-Pontos ajoute que cet événement, malgré l'effet récessif qu'il a eu, profite certainement à la construction européenne. D'une part, les Européens ont compris que le mécanisme d'intégration européenne était arrivé à un tel point que les pays européens pouvaient se serrer les coudes pour se sortir d'une situation compliquée. D'autre part, les pays du nord, qui n'avaient pas vraiment subi de crise grave au début des années 2010, se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas intouchables. [...]

Antoine Sigwalt
Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Alice investit l'avenir dans des "start-up" insulaires

[...] Au restaurant universitaire avec ses amis, Alice leur parle d'un concours d'idées sur comment investir l'avenir. Ils se souviennent [d'un de leurs projets précédents] qui avait amené le groupe vers une idée de filière locale et solidaire de traitement de déchets. Dans ce début de tra-

vail de veille territoriale, ils étaient convaincus que seuls des projets d'entrepreneuriat local basés sur l'économie sociale et solidaire pourraient créer des forces centripètes capables de rendre leur île (La Réunion) concurrentielle. Il s'agissait également de faire des îles de l'Océan Indien une plateforme dynamique grâce à des projets mettant en avant d'autres îles voisines telles que Madagascar et l'île Maurice. Après quelques recherches sur les solutions envisageables, lors de « Doctorales » en 2012, Alice et son équipe avaient pu proposer un projet innovant reposant sur les mêmes principes d'investissement dans les individualités pour créer un projet collectif.

Le projet "Fakompost" consistait à monter une filière de valorisation des déchets organiques urbains par lombricompostage qui plaçait le citoyen au cœur de la collecte et du retraitement du déchet à Antananarivo, où plus de 70% des déchets ne sont pas collectés. Le citoyen aurait collecté ses propres déchets organiques voire ceux de son quartier et apporté ces derniers aux points de collecte ambulants de Fakompost en contrepartie d'une rémunération au kilogramme.

Ainsi, l'entreprise Fakompost aurait créé de l'engrais biologique pour venir en aide aux exploitants agricoles malgaches de la région d'Antananarivo. [...] Ce projet présentait une alternative à la gestion calamiteuse des déchets et de la pollution sous-jacente de la capitale. En effet, la transformation de la matière organique par les vers de terre est performante et économique : elle est deux fois plus rentable que le compost traditionnel et quatre fois plus économique que les engrais chimiques. De plus, la valeur amendante du lombricompost accroît la fertilité des sols.

[...] Dans un pays où 85% de la population est rurale, le développement d'une telle activité rencontrerait une forte demande. De plus, l'objectif aurait été de proposer un crédit-compost, permettant aux maraîchers de payer leur compost après leurs récoltes. Le concept aurait été étendu aux 22 régions de Madagascar. [...]

[...] Le projet Fa Kompost est un des projets que nous avons portés et qui ont été récompensés pour leurs caractères innovants, à la fois sur le plan social, économique et environnemental. Même si ces projets lauréats étaient avant tout rentables, l'objectif de ces entreprises individuelles n'était pas tant le profit que de proposer des initiatives autour de l'homme et son environnement.

La société doit comprendre qu'il est important de faire valoir des valeurs de collaboration et de solidarité. Chacun doit participer aux changements et aux évolutions de la société, et doit y trouver du plaisir et du confort. Les jeunes ne doivent plus avoir peur d'entreprendre et de faire valoir leurs idées et leurs utopies. Nous pensons qu'il faut investir des individualités mises en réseau, seules capables de refaire une économie à l'échelle humaine. Cela ne peut se faire qu'avec des soutiens à plus long terme que ce qui est proposé actuellement. Investir l'avenir, c'est aussi et surtout, pour des décideurs, repenser l'éducation des prochaines générations «Z» pour que l'entreprenariat leur soit naturel, tout autant que le bonheur dans les choses simples.

«Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible.» Antoine de Saint-Exupéry

Aurélié Gaudieux*
Université de la Réunion

6 *Manifeste d'une jeunesse désenchantée*

[...] Se développe l'impression que la génération précédente, celle des «baby-boomers», a assuré son bien-être aux dépens de la nôtre. La dette qu'elle transmet est en effet colossale, qu'elle soit environnementale ou budgétaire. Elle constitue un fardeau immense pour notre génération. Depuis l'émergence des nouvelles technologies de l'information s'est en outre développé un monde de jeunes, qui leur est propre et les fédère. Comme l'a étudié Michel Serres, notre jeunesse a un nouveau rapport au monde, aux connaissances, à la technologie, au temps et aux valeurs. [...]

N'ayons pas peur de faire travailler les jeunes!

[...] il apparaît fondamental de réformer notre marché du travail, avec pour objectif de faciliter l'insertion des jeunes. Un meilleur encadrement des stages est primordial : il faut éviter que des entreprises abusent de cette possibilité, qui peut plonger de jeunes travailleurs dans une spirale de précarité. Il ne s'agit pas de contester l'utilité des stages, mais de limiter les possibilités d'exploitation de certains jeunes, ou le recours à des stages en substitution d'emplois réels. Dans tous les cas, une entreprise doit avoir *in*

fine intérêt à embaucher un jeune. Pour ce faire, on peut mettre en place des incitations fortes pour une entreprise qui engage un jeune. [...] Les systèmes d'allocation doivent par ailleurs mieux prendre la jeunesse en charge. Un jeune précaire ne dispose en effet pas des mêmes protections qu'un chômeur qui a déjà plusieurs années d'expérience. L'idée d'une «allocation de début de vie» pour la jeunesse est intéressante en soi. [...] Néanmoins, elle ne doit pas les transformer en assistés. Son montant devrait donc être tel qu'elle soit un complément salvateur plutôt qu'un salaire.

[...] Enfin, il convient aussi de revoir les structures d'intégration traditionnelles. Il faut avant tout un service public de l'emploi dédié aux jeunes travailleurs. La piste d'un syndicat spécialisé, qui s'occuperait des questions d'intégration de la jeunesse, serait aussi une voie à explorer : cette entité défendrait les droits des jeunes, en matière de législation du travail notamment. L'objectif est de créer un interlocuteur fort et légitime face aux entreprises et à l'État qui défende les intérêts de la jeunesse. En effet, les syndicats existants ont tendance à défendre les intérêts des travailleurs en place ou les droits des chômeurs qui ont travaillé, mais ne s'occupent que très peu de la jeunesse. [...]

Donnons des représentants à la jeunesse!

Force est de constater la quasi absence de représentation de la jeunesse dans la sphère politique. Cela n'est plus acceptable aujourd'hui. Avec l'émergence des nouvelles technologies, un fossé s'est creusé entre la jeunesse et la classe politique. Son rapport au monde a changé ; c'est pour cette raison que, plus qu'à toute autre époque, son avis doit être pris en compte via des représentants qui lui ressemblent. Prenons un symptôme de ce déficit chronique de représentation en France : en 1981, il y avait un représentant de moins de 40 ans pour un de plus de 60 ; en 2007, le rapport était devenu un pour neuf. On assiste donc parallèlement à un monde qui se transforme de plus en plus vite, à une représentation vieillissante, accrochée au monde d'antan, à une véritable gérontocratie. Il faut donc absolument favoriser le renouvellement de la classe politique. Pour atteindre cet objectif, il faudra des mesures qui secoueront la classe politique. Comme cela a été fait pour la parité, on pourrait mettre en place un quota lié à l'âge aux élections locales. Cette solution peut s'accompagner d'une limite d'âge et du nombre maximal de mandats exercés à la suite, ou dans une vie. Bien entendu, la condition *sine qua non* au renouvellement de la classe politique est l'application stricte du non cumul des mandats. [...]

Avoir des représentants plus en phase avec la jeunesse permettrait de mieux prendre en compte des enjeux négligés aujourd'hui : le développement durable et la sauvegarde des ressources naturelles. Le fait que ceux-ci n'impacteront que les générations à venir n'incite pas les hommes politiques à s'en emparer pleinement. On pourrait, en s'inspirant de ce qu'a déjà imaginé Jacques Attali, créer une instance, dont l'objectif serait de représenter les générations futures : elle aurait un droit de regard ou de véto, sur toutes les mesures ayant un impact direct sur leur environnement et leur futur. On peut songer à faire évoluer le CESE dans ce sens, par exemple. Mieux prendre en compte l'avenir dans les mesures votées est fondamental, si on veut laisser un monde digne et décent aux générations futures. [...]

Pour mesurer l'impact d'une mesure sur la société et l'environnement, il convient de mieux évaluer les politiques publiques, leurs modes d'application et leurs objectifs ; chaque mesure se doit de contenir le principe de son évaluation : ses objectifs précisément définis, la temporalité de son application et ses modalités de suppression. Inspirons-nous du « Rapport du comité d'évaluation des dépenses fiscales et des niches sociales » afin de ne favoriser via des avantages fiscaux que des comportements réellement efficaces et utiles pour le devenir de notre société : par exemple, mettre comme condition à une mesure qu'elle favorise l'emploi ou des comportements écologiques, et non la rente ou le gaspillage. Pour développer et mettre en place cette nouvelle culture de l'évaluation des politiques publiques, on pourrait rapprocher l'INSEE et la Cour des Comptes, afin de créer une entité capable d'appréhender tous les tenants et aboutissants d'une politique publique. Cette évaluation se doit par ailleurs d'être transparente et accessible à tous, afin de redonner foi aux citoyens dans leurs institutions. [...]

Permettons à chacun de s'épanouir et de créer une Nouvelle Société!

Le système éducatif doit permettre à chaque élève, selon son mérite, de s'épanouir et d'accéder à une formation qualifiante. Néanmoins, à l'heure actuelle, en France, l'égalité des chances est loin d'être assurée : le rapport Pisa 2013 a montré à quel point notre système exacerbait les déterminismes sociaux. De plus, les élèves français sont plutôt malheureux à l'école, ce qui cause des attitudes négatives à l'avenir : pessimisme, défiance, aversion au risque. Une

pédagogie participative a la vertu de susciter une plus grande envie de s'investir dans des mouvements ou des projets chez les élèves, en développant leurs compétences sociales. Les pays qui développent davantage ces *soft skills*, ont un dynamisme économique accru, comme en témoignent les pays scandinaves. L'esprit d'entrepreneuriat y est plus développé, ce qui stimule l'innovation. Le rapport à l'échec y est également différent. [...] Le débat sur une éventuelle suppression des notes peut paraître anecdotique, mais elle pourrait s'avérer utile pour aider les élèves à se construire, notamment avant 15 ans, lorsqu'il n'est pas fondamental de pouvoir classer les élèves pour les répartir dans diverses filières. [...]

Les défis à relever par la nouvelle génération pour inventer la société future sont légion : redéfinir notre cadre de vie, la ville du futur, ses transports, utiliser les réseaux sociaux pour favoriser le partage d'informations et la coopération entre les hommes, afin de créer une société plus cohésive. Repenser la place du travail dans nos vies et sa législation est un enjeu important. L'homme ne travaille plus qu'à la marge pour assurer sa subsistance. Il faut donc penser la manière d'organiser nos sociétés en actant la part de plus en plus faible du travail dans nos vies : le temps passé dans des mouvements associatifs ou la durée des loisirs ont augmenté considérablement depuis le début du XX^e siècle. Les citoyens ont besoin de pouvoir organiser leur temps de travail de manière plus flexible, afin de pouvoir gérer plus librement leur existence.

Nous vivons une période charnière dans notre histoire. Comme l'a souligné une récente étude américaine, nos civilisations sont menacées de disparition, si nos ressources ne sont pas mieux allouées aux niveaux national et planétaire. Nous avons donc un choix à faire. Nous pouvons continuer notre fuite en avant, en fermant les yeux sur nos problèmes d'intégration économique et sociale. Ou alors, nous pouvons nous montrer audacieux et créer une société plus cohésive et confiante en l'avenir, où chacun trouverait sa place.

Emmanuel Schneider
École Polytechnique

S'investir aujourd'hui pour investir l'avenir

Prélever sur le présent pour construire l'avenir, oui mais comment ?

[...] Je crois que nous sommes tellement occupés à essayer d'investir *pour* l'avenir que nous ne l'investissons pas. Investir, du latin *investire* ou vêtir, garnir, couvrir. L'avenir est nu. Nous ne prenons pas le temps de l'inventer, de l'habiller aux couleurs de notre imagination et de nos désirs. On dit souvent que la génération Y, comme l'ont baptisée les sociologues, n'a plus guère d'investissement politique, que nous nous replions sur nous-mêmes et sur des enjeux immédiats et concrets. La faute à un individualisme tentaculaire, disent-ils. Je ne partage pas ce diagnostic: ma génération n'est certainement pas plus individualiste que celle qui l'a précédée et nous avons nos propres réseaux de solidarité, qui sont différents de ceux qui nous précèdent parce que nous vivons dans un monde différent.

10

Je pense en revanche qu'investir l'avenir est, en effet, plus difficile aujourd'hui qu'hier. Depuis que nous sommes nés, on nous répète que le monde, est en crise. Le personnel politique fait plus souvent la une des médias pour ses coups d'éclat que pour ses coups de maître. Nous nous y sommes habitués. Nous ressasons de vieux rêves sans y croire vraiment. Le cynisme dilatoire est tentant: l'avenir est loin, flou – et puis, ne sommes-nous déjà pas assez occupés avec nos problèmes du moment? Nous avons déjà du mal à trouver du travail, un logement, quelqu'un que nous aimerons longtemps – d'après l'Insee, en 2008 le taux de divorce était maximal après cinq ans de mariage, un actif sur 10 est au chômage et les prix des logements anciens augmentent de façon continue depuis 1990. Dans ces conditions, investir l'avenir semblerait superflu. Mais si nous ne le faisons pas, d'autres s'en chargeront, et ce seront comme toujours les plus cyniques ou les plus extrémistes. Nous n'avons pas le choix: investir l'avenir n'est pas une coquette recommandation, c'est une absolue nécessité, d'autant plus que nous sommes jeunes et que ce monde, nous allons l'habiter quelques années encore. [...]

Avant d'investir l'avenir, pensons le présent

Certes, des obstacles se dressent sur notre chemin. La complexité est à mon avis le plus redoutable de tous. Pour investir l'avenir il faut d'abord penser notre présent et les enjeux sont partout marqués d'une telle complication

que la tentation est grande de céder au découragement ou à la démagogie. [...] La science économique est en perpétuelle mutation et peu nombreux sont les points de consensus: tant mieux pour la vitalité de la recherche, mais cela n'aide pas le jeune citoyen à s'y retrouver. Nous allons de crise en crise depuis une vingtaine d'années et l'injustice voire l'incohérence du système n'est pas facile à comprendre ni à justifier. [...]

La mondialisation complique encore la donne: elle a contribué à transformer l'éclatement d'une bulle spéculative sur le marché immobilier américain en une crise économique et financière mondiale qui n'a épargné ni les États émergents ni les économies développées. Elle réveille à la fois de vieux fantasmes d'unité, avec le mot désormais célèbre de McLuhan quant au «village mondial» que la Terre serait appelée à devenir, et les peurs tout aussi archaïques de l'invasion. La France, forte de sa longue histoire de métissage, devrait savoir mieux que personne que, loin de se dissoudre, l'identité se façonne au contact de celui que l'on considère comme l'étranger. Mais elle l'oublie parfois et des fantômes qu'on croyait ou plutôt qu'on voulait croire enterrés resurgissent.

11

On a pensé un temps qu'internet et les nouvelles technologies de la communication nous aideraient à comprendre un monde compliqué: ils semblaient ouvrir l'horizon d'un monde où le savoir universel serait accessible à tous, tout le temps, au-delà des limites construites par les classes, par les âges, par le genre. La génération Y est la première génération à avoir grandi avec Internet et nous sommes séduits par cette idée. Qui pourrait nier que l'encyclopédie collaborative Wikipédia constitue un beau succès? Mais plus le temps passe et plus nous sommes obligés de reconnaître qu'Internet est comparable à une clé à molette: un outil merveilleux, mais tout à fait inutile voire dangereux dans des mains malhabiles ou malintentionnées.

Face à cette complexité, nous n'avons une chance que si nous mettons nos intelligences, nos cultures, nos expériences et nos doutes en commun. Il ne s'agit pas de faire l'apologie naïve du groupe mais simplement d'affirmer qu'investir l'avenir, c'est au fond construire un projet pour la société. Lentement sûrement, douloureusement peut-être, mais le construire quand même. Et un projet collectif ne se bâtit pas tout seul. Pour investir l'avenir, nous avons d'abord et avant tout besoin d'échanger, de dialoguer et de réfléchir ensemble!

Discutons, débattons, n'ayons pas peur des désaccords

Investissons l'avenir, c'est-à-dire envahissons-le, prenons-le de force s'il le faut! Investissons l'avenir de la même façon que l'amour d'une femme envoûte le héros hugolien: «Celle-ci m'obsède, m'investit, m'assiège» (Victor Hugo, *Lucrece Borgia*, 1833). Discutons, débattons ensemble de ce que nous voulons! [...] de la direction à donner à notre solidarité nationale, de notre système de santé ou notre organisation juridictionnelle. J'aimerais entendre l'avis de mes concitoyens sur l'Europe et pas seulement à l'occasion de référendums aux enjeux très nationaux. [...] le marché intérieur est plus ou moins achevé et le blocage de la construction européenne est moins dû aux égoïsmes nationaux – ils ont toujours existé – qu'à l'absence d'un projet clair, que nous, citoyens, pourrions soutenir ou critiquer. Il est l'heure de choisir un nouveau dessein pour ce vieux continent qui s'est longtemps cru le flambeau de la civilisation et qui doute désormais de lui-même au point de se penser mourant. Laisserons-nous d'autres le choisir à notre place?

Lucie Zanello
ENS, Paris

12

Investissons dans une mobilité mutualisée

«Bah alors, la voiture, c'est pour quand?» Passés vingt ans, aux repas de famille, la question est rituelle.

Nous avons grandi à la campagne, là où le transport se résume tout au plus à quelques bus scolaires. Nous avons ensuite migré vers la ville, pour l'emploi, afin d'éprouver pour un temps les limites de notre propre mobilité, sociale et géographique, en étudiant les transports de voyageurs. Grâce à l'alternance nous sommes aussi salariés et directement confrontés au monde de l'entreprise et à ses contraintes. [...]

Nous voulons nous débarrasser de l'idée selon laquelle l'accession à la voiture serait notre rite de passage à l'âge adulte. Nous en reconnaissons les avantages mais nous n'en voulons à aucun prix comme symbole de liberté et d'indépendance. [...]

Les externalités générées par l'automobile sont aujourd'hui beaucoup trop lourdes à gérer: congestion, pollutions atmosphériques et sonores, accidents de la route... Mais la voiture particulière est comparable à un produit dopant sur le marché de l'emploi; elle permet d'assurer des déplacements rapides, flexibles et confère à son utilisateur une autonomie qui lui donne un avantage certain. Pourtant, il ne faut pas se laisser bernier par cette hyper compétitivité, elle est le fruit de décennies de politiques publiques menées au détriment de tous les autres modes de transports. Même s'il est inconcevable d'abandonner toutes les infrastructures dans lesquelles l'État a investi, il est en revanche tout à fait possible de réduire significativement le parc automobile de demain en limitant le nombre de véhicules par ménage. Il faut d'une part, que la majorité des automobilistes ne soient plus propriétaire de leur(s) véhicule(s) pour inciter à une utilisation plus modérée et d'autre part, que les alternatives proposées cernent mieux les besoins des usagers. Il est essentiel d'investir dans un système de transport efficace, mais surtout de cerner les mécanismes d'adhésion qui remettront en cause nos habitudes. Quand la possession d'une voiture ne sera plus perçue comme une nécessité, même dans les zones périurbaines, ces développements se feront naturellement. La liberté procurée par la voiture est en réalité très relative. [...]

Le parc automobile français compte plus de trente millions de véhicules et n'est pas seulement composé de petites voitures citadines. Les chiffres donnent le vertige, ce sont au total des centaines de millions de mètres carrés d'espaces privés et publics qui sont aménagés pour être occupés par des véhicules utilisés moins d'une demi-heure par jour et à moins de 30% de leur capacité. On parle ici de plusieurs centaines de milliards d'euros par an qui seraient susceptibles d'être réaffectés indirectement dans un projet durable et fédérateur. [...]

Même si depuis vingt ans les politiques d'urbanisme ont évolué, l'espace est aujourd'hui encore largement dominé par la voiture. Les places et rues piétonnes des centres villes rénovés s'apparentent à des oasis où sont cantonnés les «modes doux». Les projets d'éco-quartiers sont une belle vitrine du champ des possibles pour une ville différente mais incitent à la prudence; ils portent en eux les germes d'une nouvelle forme de ségrégation urbaine pavée de bonnes intentions. [...]

13

L'abandon progressif de la voiture particulière aurait toutes les caractéristiques d'un projet de civilisation tel qu'il est défini par Edgar Morin en 1997 dans *La Politique de la civilisation*. En rupture avec la course à la croissance et l'accumulation aveugle de biens matériels, il s'agit de repenser profondément notre système de déplacement, de relations sociales et de localisations. Son but devrait être le bien-vivre et non le bien-être matériel, il est transversal et son succès implique tous les citoyens dans leur quotidien. Des modèles existent déjà dans les grandes villes européennes. Les vélos et voitures électriques en libre-service ont le mérite de proposer des solutions faciles à déployer sans pour autant nécessiter de gros investissements. Ils font évoluer l'imaginaire collectif: l'utilisateur est autonome mais il s'affranchit déjà du lien de propriété avec son mode de transport. Le système est juste et viable car le locataire est soumis à des tarifications conçues de façon à ce qu'il assume lui-même les charges variables de son déplacement. Il est facile de blâmer l'inaction des décideurs, mais s'attaquer publiquement à l'automobile est encore un tabou dans de nombreuses villes intermédiaires, d'autant que la France est attachée à son industrie automobile qui pèse lourd dans l'économie. «Multimodalité» et «Intermodalité» sont donc trop souvent utilisées pour contourner le cœur du problème sans froisser l'électeur automobiliste. Le pic maximum de production de pétrole sera de toute évidence atteint dans les décennies qui viennent, le court-termisme trouvera donc rapidement ses limites. C'est nécessairement le volume du transport qui doit s'adapter.

Un travail d'éducation est nécessaire car le «service public» est, à tort, associé à la gratuité, qui elle-même a tendance à détacher l'utilisateur de ses obligations. [...] Un service public a un coût. Les collectivités sont parfaitement conscientes du poids grandissant du transport dans leurs dépenses. Il n'en va pas de même pour la majorité des administrés qui, en plus de sous-estimer largement les coûts liés à l'utilisation d'une automobile, n'ont pas conscience des mécanismes de vases communicants permettant de financer les transports en commun. Nos voisins au nord de l'Europe payent leurs titres de transport beaucoup plus chers mais les tarifs ne sont-ils pas faits pour dire les coûts?

Ces mécanismes et enjeux doivent impérativement être expliqués au plus grand nombre. Un apprentissage des «bonnes pratiques» concernant les déplacements, les transports en commun et leurs sources de financement, aurait parfaitement sa place dans le prolongement de l'ini-

tiation à la sécurité routière au collège (actuellement trop axé sur les automobiles et deux roues).

La mobilité offre des débouchés professionnels dans tous les secteurs et à tous les niveaux, du conducteur au technicien de maintenance, en passant par le manager d'équipe, l'ingénieur ou encore l'agent commercial. Ces débouchés sont à la portée bien évidemment des grandes entreprises mais aussi des petites structures capables de s'adapter aux spécificités de chaque région.

La mobilité englobe tout à la fois la notion de service public, d'efficacité économique et de développement durable. Même en l'absence de mesure protectionniste, il est impossible de délocaliser le cœur de l'effectif des transports en commun car le service produit est instantanément consommé à l'échelle locale, son efficacité est directement appréciable par ses acteurs et ses usagers.

De nombreux étudiants aficionados du co-voiturage ont rencontré, ou entendu parler, de cette personne qui arrivait à se faire un bon revenu en effectuant plusieurs allers-retours Barcelone-Bordeaux par semaine dans un véhicule neuf places. Bien que l'on puisse associer cette pratique à du travail au noir, il s'agit d'un exemple assez évocateur. Un inactif, hors de tout cadre législatif, a su proposer une offre de transport pertinente en utilisant les nouvelles technologies de communication.

Dans les années à venir nous allons probablement assister à l'émergence d'une multitude de pratiques et de modèles économiques susceptibles de répondre à nos besoins. Les problèmes juridiques et sociétaux qui en découleront auront visiblement leur place dans la jurisprudence. Le développement des véhicules de tourisme avec chauffeur est assez emblématique du phénomène. C'est du devoir de l'État et des collectivités d'anticiper ces évolutions, de les promouvoir et de les encadrer.

Le développement du transport à la demande dans les zones urbaines les plus reculées en dit long sur le bel avenir des technologies informationnelles pour accorder l'offre et la demande de transport. Le succès des transports de demain dépendra de notre capacité à investir dans un *yield management* public citoyen au service de l'intérêt général. Avec un taux d'équipement en téléphone portable de 90%, un simple geste à la portée de tous peut permettre d'anticiper les déplacements et de s'y adapter.

L'information est la clé d'une offre pertinente, jamais elle n'a été aussi facile à capter.

Il est tout à fait possible d'imaginer un système d'adaptation à la demande de transport au quotidien. Moyennant une réduction sur l'abonnement à un réseau, les usagers en zones périurbaines s'engageraient à renseigner mensuellement leurs besoins de transports via internet. La constitution progressive d'un « annuaire numérique de la mobilité » permettrait une approche dynamique des besoins de déplacement. La mise à jour de cet annuaire pourrait être un des actes citoyens de demain, au même titre que le tri sélectif. D'une part l'offre de transports en commun gagnera en pertinence, d'autre part cet annuaire pourrait être accessible en open data via des réseaux de covoiturage, d'autostop participatif. Cela pourrait aussi passer par des structures de location courte durée spécialement adaptées à cette mobilité du quotidien. L'utilisateur recevrait alors une liste d'alternative à l'usage de sa voiture assortie d'une comparaison des coûts. Les possibilités de covoiturage avec le voisinage lui seraient explicitement proposées. L'hyper connectivité serait ici un moyen de recréer du lien social de proximité! Un tel système sous-entend une certaine maîtrise du numérique, mais il permettrait au moins de retarder le moment où les jeunes actifs sont contraints d'investir dans une voiture.

La réforme des rythmes scolaires devrait d'ailleurs être envisagée en premier lieu avec les autorités organisatrices de transport. Des heures de début et de fin de cours différentes par établissement permettent de réaffecter les mêmes ressources à plusieurs lignes scolaires. Un investissement à moyen terme dans les progiciels et dans les processus d'organisation public/privé permettrait d'interfacer directement la planification des cours dans les collèges et lycées avec la liste des dessertes à assurer par les transporteurs.

Un système de base de données assez simple permettrait aux établissements scolaires, lors de l'élaboration des emplois du temps, de contrôler le nombre d'élèves par lieu de provenance et par créneau horaire pour assurer des entrées et sorties optimisées sur la journée. Une fois ces plannings élaborés, les transporteurs concernés recevraient automatiquement une liste des élèves à ramener chez eux. L'utilisation d'un tel dispositif, tout comme les délais dans lesquels les dessertes seraient communiquées, devraient bien sûr être renseignés dans la convention de délégation de service public.

C'est dès l'adolescence que se forge le rapport aux transports en commun. En fonction du niveau de service proposé, les jeunes les perçoivent comme un carcan... ou au contraire comme un premier pas vers l'indépendance. Toute leur vie ils porteront cette conception.

L'abandon de la voiture n'est donc pas une idéologie bobo ou élitiste. Bien que les problématiques de pollution soient largement relayées dans les médias, elles concernent aussi directement notre pouvoir d'achat et les débouchés professionnels. Le développement des transports en commun permet à long terme de lutter contre la désertion des villages. De plus, ils offrent aux jeunes des emplois dans lesquels ils pourront acquérir des compétences qui leur laisseront le choix de rester ou partir d'où ils viennent.

Virgile Bousquet *

Université Lumière Lyon II, Sciences Économique et de Gestion

II

*L'Europe,
l'Europe, l'Europe...*

ET
LE RESTE
DU MONDE

—

Pour une transformation institutionnelle de l'Union européenne

En ce qui concerne les institutions politiques, nous proposons la mise en place d'un fédéralisme politique articulé autour de trois pouvoirs, chacun représenté par une institution forte.

Un pouvoir exécutif représenté par la Commission européenne dont le président serait désormais élu démocratiquement et qui serait chargé de trancher en dernière instance. [...]

Un pouvoir participatif, porté par chaque citoyen et organisé autour de ce que l'on pourrait nommer l'« agora virtuelle ». Il s'agirait d'exploiter les potentialités offertes par les NTIC pour instituer un lieu ouvert à tous les citoyens et permettant la libre confrontation d'opinions diverses, voire opposées, sur le bien commun. Cette agora serait dotée d'un véritable pouvoir de proposition. [...]

Un pouvoir technocratique représenté par une commission européenne à la planification et chargé d'une réflexion concertée avec les autres pouvoirs. Ce commissariat serait directement relié au pouvoir fédéral européen et serait lié à des centres de recherche tels que le Cepii ou le Cepremap, chargés de jouer le rôle d'interface entre le monde politique et le monde de la recherche. Il serait chargé de faire de la prospective de long terme, c'est-à-dire de discuter les sujets de société de fond (modes de vie, aspects qualitatifs du développement) en apportant un certain degré d'expertise que n'ont pas forcément les autres pouvoirs.

Aline Dupont*
Bordeaux Science Agro

Songe d'Europe

Une puissance politique et économique de 150 millions d'habitants au cœur de la région la plus riche du monde, qui impulserait une vision commune à un ensemble hétéroclite de pays, tel est le projet que nous proposons aux Français et aux Allemands [...] Nous proposons en tant

que jeunes Européens convaincus une force politique et économique centralisatrice pour l'Europe par la fusion de la France et de l'Allemagne en une seule entité.

Aurélien Roussel*
Science Po Aix

Des opportunités sur Mars

[...] J'ose croire en une jeunesse française et européenne qui ne voit plus l'Afrique comme un continent dominé par une Europe occidentale puissante et maître au sud de la Méditerranée mais considère au contraire l'Afrique comme l'égale de l'Europe dans sa légitimité à bénéficier des échanges commerciaux et économiques. [...]

L'Union européenne est suffisamment puissante financièrement et scientifiquement pour mener à bien l'exploration du système solaire: elle devra alors se positionner comme la première puissance en capacité d'envoyer des hommes sur Mars.

Auxence Moulin
Science Po Paris

Investir dans l'Union européenne

[...] Ainsi les principales responsabilités de l'Union européenne seront la protection de la propriété intellectuelle, le contrôle des normes du marché intérieur, la gestion de la politique industrielle et énergétique des ressources rares et la gestion des affaires internationales avec les autres pays étrangers. Les États quant à eux disposeront de plusieurs responsabilités propres: la défense, la justice, l'éducation et la conservation du patrimoine. [...] En termes de financement, les États ne disposeront pas de capacité d'endettement, la seule capacité d'endettement s'effectuera au niveau de l'Union européenne.

Aymar Pommier
ESES

Donnons du crédit à notre avenir

En se référant aux chiffres du médiateur du crédit depuis sa création, 37 000 entreprises ont fait appel à ses services depuis 2008. Sur ces 37 000 entreprises, 29 600 ont vu leurs dossiers acceptés, 96% de ces entreprises possédaient moins de 50 salariés. Ces chiffres sont révélateurs d'une situation complexe et difficile pour les PME qui sont en manque de financement, qui ont peur d'investir, qui refusent de supporter le coût de crédits qu'elles jugent prohibitif à l'investissement. C'est pourquoi nous proposons un crédit à taux dégressif à partir de trois ans pour les entreprises affichant des signes favorables pour leur avenir. Ce crédit passant par la BEI fera revivre par le circuit économique la construction européenne au plus proche des citoyens européens.

Bastien Cueff * pour le collectif Chatts and C°
Science Po Paris

Premier vote

Avant des élections européennes, une discussion entre un père et son fils

[...] En fait tout a basculé quand j'avais à peu près ton âge, mais tu dois savoir tout ça. L'Europe n'était pas encore fédérale et souffrait d'une monnaie trop forte. En fait la BCE ne pouvait pas dévaluer l'euro, sous peine de pénaliser fortement certains pays membres. Dans le même temps, la FED dévaluait le dollar, juste ce qu'il fallait : «l'assouplissement quantitatif». En Chine aussi, ils dévaluaient le Yuan, leur fameux capitalisme d'État. [...]

C'est dans ce contexte que ce que tout le monde sait est arrivé : le succès du projet ITER. On n'y croyait pas à l'époque. Au début des années 2010, l'UE était plus fragile que jamais. Finalement ITER a été bien au-delà des espérances de tout le monde. On espérait en apprendre beaucoup sur la fusion nucléaire, mais on ne savait pas qu'on découvrirait, sur une simple erreur de calcul, comment maîtriser complètement cette technologie, fin 2018. La France avait bien fait de se battre pour implanter le site à Cadarache.

- C'est à ce moment là que le cours du pétrole s'est effondré, c'est ça, la crise de 2019 ? coupa Tom, qui suivait ces explications avec le plus grand intérêt.
- Exactement, l'ordre du monde a été bouleversé. Les États-Unis ont connu une crise sans précédent et ont payé le prix fort leur implication dans la guerre des monnaies. Ils ont été foudroyés par l'inflation.
- Et ensuite ? insistait Tom.
- La suite, tu la connais Tom. Tu es né deux ans après. Et en 2025 l'Union européenne devenait un état fédéral, tu avais quatre ans. Un grand moment. Tu ne dois pas te souvenir, mais le soir où la nouvelle est arrivée, je t'ai emmené sur les Champs-Élysées fêter ça. On a fait la queue toute la nuit devant la mairie pour retirer notre carte de citoyen de l'UE, tu dormais sur mes épaules...

Clément Samson
Arts et métiers ParisTech

Vers un fonds d'investissement européen

[...] Enfin le rôle du Parlement devra être affirmé car il est la seule institution véritablement démocratique de l'Union. À cet effet une chambre européenne de la zone euro pourra être créée pour débattre de toutes les questions relatives au *policy-mix* intra zone euro qui aujourd'hui restent peu coordonnées entre la politique monétaire de la Banque centrale européenne et les politiques budgétaires des différents États. Cette seconde chambre devrait pouvoir permettre une meilleure appropriation par les citoyens européens, via leurs représentants élus démocratiquement, des questions monétaires qui aujourd'hui doivent nécessairement revenir dans le débat public et ne plus être réservées à un comité d'experts.

Clément Triballeau
Sciences Po Rennes

De quelle France rêvons-nous ?

[...] L'Afrique est la prochaine région du monde qui va connaître son décollage économique fondé sur son explo-

sion démographique. [...] L'Afrique aura une population jeune, pleine d'espoir, rêvant d'un avenir meilleur. Elle constitue donc le passé de la France et son avenir. Quelle belle perspective !

Geoffrey Bas
EM Lyon Business school

Comprenons l'économie du monde pour appréhender l'Europe

En ayant pris conscience de l'investissement de nos dirigeants dans l'Europe et des différents maux dont souffre la France, je veux m'engager pour l'Europe, à ma manière, de mon côté : militer auprès de mes proches, de mes amis, de mes parents, dans mon entreprise, auprès de ceux qui doutent. J'ai l'impression que, plus que tout le reste, l'Europe a besoin d'une âme pour commencer à exister ; comment évoquer une intégration budgétaire ou fiscale lorsqu'en plus des asymétries de maturité sur les marchés des pays membres, il n'y a pas encore d'union idéologique, c'est-à-dire de visée commune ? Et comment penser à l'intégration politique lorsque les peuples ne sont pas conscients des avantages à exister en tant qu'Union et réduisent l'Europe à un rééquilibrage fédéraliste des richesses ?

Louis Chatelet
École Centrale Paris

Pour une Europe plus intégrée

Mettre en place une communication didactique, pour débattre des questions d'immigration, d'identité, d'histoire, mais aussi d'éthique et de découverte scientifique. Par exemple, nous pourrions imaginer une chaîne de télévision inspirée du modèle d'Arte ou de la BBC, diffusant des programmes culturels et des débats entre étudiants ou intellectuels de différents pays.

Dégager des ressources financières pour les institutions européennes de la zone euro. L'Union européenne moné-

taire peut déjà commencer à se financer en taxant les émissions de carbone et les transactions financières.

Montrons au monde que décider ensemble est possible même si l'on ne partage pas les mêmes langues, valeurs ou cultures. Il nous faut prendre des vraies décisions dans l'intérêt de l'Union Européenne. Nous pouvons commencer par parler d'une même voix lors des prises de décision à enjeu international.

Ludovic Bénistant
Université de Reims Champagne Ardenne

Pour un heureux bond en avant

L'Avenir : Bonjour très cher, excusez-moi de vous importuner, je me présente, je suis l'Avenir...

Le Présent : Bonjour, j'ai beaucoup entendu parlé de vous. Je suis le Présent. Je suis tombé par terre il y a peu et je ne parviens pas à me relever. (*Le Présent est effectivement si informe qu'il est impossible de le faire tenir debout.*)

L'Avenir : Que vous avez le teint terne et l'air hagard ! [...]

Le Présent : Mais je ne sais comment faire pour me guérir, je pense que vous êtes ici le seul espoir qu'il me reste. [...]

L'Avenir : J'ai rencontré le Passé l'autre jour. Vous savez, j'ai beaucoup d'admiration pour lui, car il a déclenché de biens belles choses (et fait de bien laides choses, mais c'est une histoire qui n'a rien à faire par ici). Il me parlait de Jean Monnet et de Victor Hugo, de Jacques Rueff et d'Edmund Kohl. Il évoquait Schuman qui, au salon de l'Horloge, avait amorcé ce que toi, Présent, tu refuses de prolonger. Ton problème, c'est que tu refuses de regarder devant toi. Tu ne penses qu'à toi, impossible de te faire regarder l'Avenir, c'est-à-dire moi. Tu es si égoïste : tu oublies que je suis irrémédiablement dépendant de toi. [...] Tu dois toujours agir en fonction de ce qui est bon pour moi, sans quoi je disparaîtrai tout bonnement. Et, à moins que je me trompe, il ne me semble pas que tu sois un assassin, n'est-ce pas ?

Le Présent : Je comprends... (*Le Présent a l'air honteux*) Mais que dois-je faire ?

L'Avenir : Laisse-moi t'examiner (*l'Avenir se penche sur le Présent*). [...] Et quand je regarde l'Europe, [...] je remarque que la croissance des uns est permise par les déficits des autres. [...] La monnaie unique est louable,

mon cher Présent, mais pas seulement pour accentuer les échanges commerciaux. Les déficits des pays européens doivent cesser, parce que les dynamiques d'endettement sont génératrices de crises. [...] Crois-tu vraiment que la situation institutionnelle européenne est soutenable ?

Le Présent (*bredouillant*): euh... c'est que... ce n'est pas de ma faute si la Grèce a fait défaut et qu'elle est obligée de faire de l'austérité. [...]

L'Avenir: Mais comment expliques-tu qu'il existe chez toi dix-huit marchés de dettes souveraines pour une seule et même monnaie, supposée européenne ? C'est si... incompréhensible. Chez moi, [...] la dette nationale est obsolette: en Europe, nous n'avons qu'un seul et même marché homogène, c'est un marché de dette européenne. Quand un pays de la zone euro veut emprunter, pas besoin de compliquer la manœuvre avec vingt-huit taux d'intérêt, vingt-huit notations de titre souverain (*Dans le royaume de l'Avenir, la zone euro est composée de vingt-huit pays*). Les titres nationaux n'existent plus. Tout le monde n'émet que des *eurobonds*, cela facilite la tâche des investisseurs.

Le Présent: Mais comment des *eurobonds* peuvent-elles empêcher des crises de dettes souveraines ?

L'Avenir: Chez moi, les *eurobonds* n'ont pas seulement totalement modifié la structure des marchés des obligations souveraines, ils ont aussi provoqué un nouveau pas en avant dans l'intégration européenne : il ne peut pas y avoir d'*eurobonds* si les pays qui en profitent n'acceptent pas d'être surveillés par une instance européenne. [...]

Le Présent: Je vois ... en effet c'est très tentant ... mais je ne sais pas par où commencer ...

L'Avenir: Ce que je te propose, c'est de commencer progressivement. [...] Commence par n'émettre des *eurobonds* que pour des projets d'avenir totalement européens.

Le Présent: Mais qu'est-ce qu'un projet d'avenir ?

L'Avenir: Un investissement qui permet par exemple d'accélérer la transition énergétique, de sécuriser d'avantage le nucléaire, de trouver une énergie de rechange au pétrole. On peut aussi voir du côté des déchets : leur exploitation est un secteur très en vogue chez moi. [...] Ce que je veux que tu comprennes, c'est que le maître mot de ta guérison sera « innovation ». Et la compétitivité passe par de profondes innovations. Les *eurobonds* constituent une innovation, au même titre que les innovations plus habituelles. Il faut que tu investisses dans ces innovations sans quoi tu continueras de te faner et finira par mettre ma vie en danger. [...]

Le présent se relève et retrouve miraculeusement une force physique qui lui permet de se relever (non sans mal). Il décide de se prendre en main et de faire ce que l'Avenir lui a proposé. Et l'Avenir peut continuer son chemin.

Marie-Lise Picard
Science Po Bordeaux

N'attendons pas l'avenir, créons-le !

J'ai une mère allemande, un père anglais mais je suis né et j'ai grandi en France, dans la Meuse plus précisément. Dès mon plus jeune âge je me suis intéressé à la politique et à l'actualité, et je savais que je ne pourrais pas continuer à vivre en Meuse et que je devrais même probablement quitter la France pour avoir des meilleures chances de réussite. [...]

La France a perdu son rôle économique, et paraît fragile de nos jours. Une grande part de mon cercle d'amis en France ne sait pas où aller ni quoi faire, et personne n'est là pour leur donner une chance. Mon but était de quitter très vite la France pour un meilleur endroit exactement comme ma sœur l'a fait. Mais j'ai pris conscience qu'il ne faut pas fuir le pire pour le meilleur, mais qu'il faut transformer le pire en le meilleur.

Mark Chapman
IUT de Longwy

Penser un patriotisme économique européen

Je suis en faveur d'une prise en considération de la faiblesse de l'Union européenne face aux investissements étrangers. Si la libre circulation est préservée par les accords multilatéraux, que l'Union européenne s'efforce de construire une politique commune vis-à-vis des investissements internationaux, nous devons nous donner les moyens de peser dans les négociations sur les investissements. Les outils du patriotisme économique européen auraient l'avantage de protéger les entreprises euro-

péennes pour qu'elles aillent de l'avant et qu'à terme elles intègrent ces dispositifs dans une politique industrielle commune.

Maxime Jambon
Université Paris-Dauphine

Réinstaurer la primauté du politique et repenser la dette

[...] Ainsi, nous pensons que la construction européenne ne doit pas être perçue comme un dogme ne tolérant aucun débat. Il doit être possible d'évoquer des reculs dans l'intégration des vingt-huit. L'Union demeure une expérimentation, un exemple possible pour l'avenir et il peut être mal placé de trop expérimenter dans la période de crise actuelle : il a par exemple été noté que les pays membres de l'euro étaient plus vulnérables en cas de défiance des marchés car ils ne disposaient pas d'une banque centrale prête à fournir des liquidités pour acheter des bons du trésor. Bien sûr, nous ne pouvons juger de la meilleure solution, mais il nous semble important de considérer la construction européenne sous un regard pragmatique, de pouvoir l'accélérer ou de revenir en arrière selon les conditions et, surtout d'éviter un glissement technocratique qui condamnerait l'UE à la détestation de tous.

Quentin Schwanck
Science Po Lyon



Métamorphoses
DE
LA SOCIÉTÉ

Motivation

[...] Ainsi, comme j'aime l'humanité, je refuse que celle-ci meure d'une dépression, et j'ai horreur des manifestations de dépression à l'égard de l'humanité: c'est encore ce défaitisme. Le problème du défaitisme n'est pas qu'il est faux: on peut avoir de vraies raisons de croire que l'humanité refuse, voire est incapable de procéder à certains changements indispensables à son bonheur; le problème du défaitisme c'est qu'il est mauvais pour nous. Si on a trouvé un obstacle sur notre route vers le bonheur, il ne faut pas baisser les bras, mais trouver des mécanismes qui permettront de lever cet obstacle. Fort de sa persévérance, l'humain accomplit des merveilles, tandis que l'autocensure par pessimisme est un premier pas vers sa mort.

Adrien Fabre
ENS, Paris

La parole et l'avenir

Face au progrès des techniques et face au couple de l'expert et du politique, on observe un fossé entre science et opinion. Mais ce fossé est traversé quotidiennement par les étudiants qui font le chemin de citoyens à experts au cours de leurs études. C'est en leur donnant la parole, par des conférences pluridisciplinaires tournées vers les citoyens, qu'il sera possible de transmettre au peuple les intuitions et concepts nécessaires pour avancer vers l'avenir.

Alexandre Peluffo
ENS, Paris

Idéal, état de fait, éducation et économie

L'idéal: les citoyens sont intéressés par la vie publique de la société, prennent part à sa gestion, agissent quand il le faut pour améliorer les choses.

L'état de fait: les taux d'abstention ne cessent de grimper à chaque élection. Certains citoyens ne se sentent pas justement représentés, ou ne s'intéressent pas à la gestion

des affaires publiques, lorsqu'ils ne s'y intéressent pas uniquement pour leur intérêt personnel.

Le rôle de l'éducation: l'éducation à la citoyenneté reste insuffisante. L'implication, l'esprit critique, doivent être enseignés de manière transdisciplinaire, comme une composante de chaque discipline. De plus, c'est en portant de réels projets citoyens dès le plus jeune âge que l'on devient un acteur de changement.

L'appui de l'économie: l'investissement citoyen et bénévole doit pouvoir bénéficier d'une véritable reconnaissance dans l'économie. Ceci influencerait l'engagement et les entreprises (individuelles ou collectives) sociales. Une reconnaissance pourrait se concrétiser par exemple par certains managers qui accepteraient d'aménager les horaires des salariés pour faciliter la réalisation de leurs actions bénévoles parallèles.

Amélia Legavre
Université Diderot Paris VII

À la recherche des cygnes noirs...

Les cygnes noirs désignent ces événements aléatoires, rares et improbables qui façonnent notre société et ont un impact majeur à chaque apparition. [...]

L'apparition des nouveaux cygnes noirs passent inévitablement par le développement des technologies actuelles en vue de donner, à chaque individu, la possibilité d'être acteur éclairé du monde physique et numérique de demain. Cet objectif doit s'inscrire dans une démarche globale visant à replacer la culture, littéraire et scientifique, au centre de la société au profit de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation.

Anne-Hermine Allain
INP-ENSIMAG, Grenoble

Le retour du bon sens ?

[...] Nous sommes les bataillons de l'avenir. Qui sait lequel de nos exploits gratuits transformera la société de demain. Laissez-nous cheminer dans vos expériences passées, investissez-vous, investissez nous, donnez-nous l'opportunité.

Aurélien Paccard
Institut Catholique de Paris

Une bouffée d'optimisme investit 2014

J'aimerais (enfin) aborder la question de la place de la femme dans ce XXI^e siècle qui débute tout juste. D'abord parce qu'en tant que femme, je suis directement concernée par cet enjeu majeur. Mais surtout parce que cette question est fondamentale dans toute réflexion sur l'avenir. Combien de femmes économistes, dirigeantes d'entreprise, entrepreneurs en France? Et pourtant combien de femmes brillantes, souvent meilleures que leurs pairs dans les études, mais qui disparaissent progressivement dès qu'on grimpe les échelons de la hiérarchie? Ce sont toutes ces compétences, tout ce talent, toute cette énergie, pourtant si nécessaires à la reprise du pays, dont on se prive dès lors qu'on abandonne la moitié de notre population. Il faut offrir aux femmes encore davantage de moyens de s'émanciper et il faut bien davantage encore qu'elles acceptent de les saisir, c'est-à-dire de bousculer les évidences et de rompre avec le cadre familial dans lequel elles ont évolué depuis plus de deux mille ans.

Je terminerai par cette phrase éminemment optimiste, d'une femme bien sûr, Margaret Mead, à l'attention de ma génération, de celles à venir et de tous ceux qui souhaiteront, avec moi, investir 2014 pour le meilleur: «Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puissent changer le monde... c'est même de cette façon que cela s'est toujours produit.»

Capucine Marteau
Université Paris I Panthéon Sorbonne

Investir pour mieux vieillir

La vieillesse ne doit pas être considérée comme une fatalité mais comme un pari pour les générations futures. En investissant aujourd'hui dans cette « économie du vieillissement », nous nous assurons du respect de ceux qui nous ont précédé et nous préparons notre futur. Épargner à nos enfants la charge que nous représenterions dans quelques années, réussir à trouver des formes d'épanouissement tout en vieillissant, sont les raisons essentielles qui me pousseraient à investir dans ce domaine.

Cécile Fraysse
Science Po Paris

Superman en fauteuil roulant

Nous souffrons du complexe du super héros aux bras courts. Superman est doté d'une super-vision, d'une super-ouïe, de la capacité de voler et d'une force prodigieuse. Ses facultés sont au-delà de la nature humaine. Imaginez Superman sans bras, ou dans un fauteuil roulant. Incapable de déployer ce qui s'agite en lui.

Dans une moindre mesure, la génération Y subit le même sort que ce Superman réduit. Elle est dotée d'une super-vision qui dépasse les frontières, qui lui offre un flux d'informations continu en provenance de toute la planète et qui lui montre le monde dans lequel elle va évoluer. Le tableau est loin d'être joyeux : chômage, crise, burn-out, dépression, montée des extrémismes, conflits... D'où les angoisses de cette Génération Quoi, l'envie de repousser l'entrée dans le monde du travail, de rester d'éternels Peter Pan, le besoin de trouver du sens. Les jeunes sont bien conscients de tout ça. Mais Super Conscience a vingt ans et il ne faut pas se mentir, à vingt ans, on ne révolutionne pas le monde. [...]

D'autre part, Internet nous offre une vision globale des défis de notre temps. Tout naturellement, à ces enjeux globaux, nous répondons par des solutions globales. Car l'investissement consiste à trouver des solutions ! Mais nous oublions que nous avons les bras courts. Il nous manque quelque chose. Mais quoi ?

[...] Serait-ce de clairvoyance que nous avons besoin? Les pages du dictionnaire se tournent dans un froissement en réalité. Je regarde sur le site du Larousse: CLAIRVOYANCE: *Vue exacte, claire et lucide des choses. Acuité, discernement, finesse, flair, lucidité, perspicacité.* Voilà un mot que je n'avais pas employé depuis longtemps. Trop modéré pour nos discours actuels? En tout cas, il me semble répondre au problème. S'investir nécessite de la clairvoyance. Une capacité à discerner nos qualités. Et nos limites! Nous avons les bras courts. Commençons donc par des solutions à portée de bras...

Chloé Templier
École Centrale Lille

La vie est une suite d'investissements

Sache une chose mon fils: quand on se pose une question, il y aura toujours ceux qui répondront au passé et au présent alors que la question était au futur. Les histoires que je viens de te raconter sont en fait une série de questions auxquelles j'ai dû trouver les réponses, comme toi aujourd'hui. La vie est une suite d'investissements. La vraie question n'est pas de savoir lesquels seront les plus fructueux, mais de savoir quels sont ceux qui nous permettront d'aller de l'avant, d'investir l'avenir.

Claire Devillard*
Kedge BS

Le Petit Prince investit la planète Terre

Le Jardinier: Serais-tu le Petit Prince qui a des soucis avec sa fleur? Ne t'inquiète pas pour ta rose, elle est en pleine évolution. La période de tension qu'elle connaît est nécessaire pour redonner un sens à sa vie. Ta rose est comme un papillon qui lutte pour sortir de son cocon et déployer ses ailes.

Le Petit Prince au Groupe: Vous, les hommes, vous êtes comme ma rose! Vous êtes réunis pour ensemble donner un sens à votre histoire! Une nouvelle génération d'enthousiastes se regroupe pour bâtir un avenir meilleur.

Dans votre monde, j'ai rencontré beaucoup d'étudiants connectés à la Toile, d'autres vivant au rythme de la Nature, des entrepreneurs, des artistes, des économistes. Cette diversité unie fait votre force!

Le Groupe: Petit Prince, as-tu enfin trouvé une solution pour ta rose?

Le Petit Prince: Oh oui, et plus d'une! Ma rose pour être heureuse, doit rencontrer d'autres fleurs, se savoir aimée et utile et ne jamais arrêter de se laisser surprendre. En somme je vais lui proposer de s'engager dans un projet qui contribue à construire un monde durable. [...]

Diane*
EM Lyon Business School

Ils se taisent souvent mal

On dit: il ne faut pas blâmer nos enseignants ou nos parents, ils ne savaient pas.

On dit: j'ai plus de chance que mes aînés dans mon pays d'origine.

On dit: je m'en sors quand même avec l'intérim.

On dit: quelqu'un connaît quelqu'un qui cherche un commercial.

On dit: j'ai jamais réussi à trouver un appart.

On dit: comment on vivait sans les portables avant?

On dit: est-ce qu'on est des gens heureux?

On dit: je vis chez mes parents et j'ai 30 ans.

On dit: j'ai un prêt étudiant, je verrais en 2023, ça ira après.

On dit: j'ai fait un BTS pour trouver vite un job.

On dit: j'essaie de pas trop penser.

[...] Nous ne sommes pas la somme de nos désespoirs.

Nous sommes un pont entre deux époques qui se fracturent et s'entrechoquent dans nos encéphales.

En avril 2020, que faisons-nous? Nous créons du lien.

Fanchon Mayaudon-Nehlig
Université Sorbonne Nouvelle

Investissons l'avenir

Nos propos visaient à démontrer, peut-être par la caricature, que nous devons changer notre cadre d'analyse lorsque nous parlons d'investissement. L'investissement

est par nature l'acte économique qui relie le présent à l'avenir. C'est donc l'investissement qui façonnera le monde dans lequel nous vivrons. La grande question des rencontres d'Aix ne doit pas être «comment investir toujours plus?» mais «comment l'investissement peut-il nous permettre de dépasser notre culte aveugle de l'innovation et du travail?»

Florian Bosser
HEC, Paris

Habiter le présent

Rencontrer les invisibles

L'expression «d'invisibles» désigne ceux qui souffriraient d'un déficit de représentation. J'aimerais consacrer l'année prochaine à comprendre la signification de ce mot: quelles personnes désigne-t-il? Quelles conditions sociales qualifie-t-il? Y a-t-il, derrière lui, une unité ou au contraire une pluralité de classes? Quelles sont les utilisations idéologiques du terme? Le 5 juin prochain aura lieu, à Nevers, un colloque sur les «Nouvelles ruralités». Ce sera pour moi l'occasion de rencontrer des représentants politiques (maires, présidents de conseils généraux) souvent convaincus d'être les oubliés du pouvoir politique et des choix de société actuels. Pourtant, cette «France périphérique» représenterait entre 50 et 60% de la population nationale. À partir d'une analyse géographique et sociologique, je sélectionnerai deux ou trois territoires représentatifs d'une certaine réalité sociale, dans la perspective de m'y rendre tout au long de l'année prochaine, d'y chercher du travail et de m'y investir: rencontrer les acteurs locaux (politiques, associatifs), mener un travail d'investigation, approfondir ma pensée politique et ma vision du bien commun.

Foucauld Giuliani
Science Po Paris

L'économie numérique : entre dangers et promesses sociales

Le XXI^e siècle est le siècle d'une économie numérique tournée vers l'information comme première richesse. Les connaissances du monde entier deviennent toujours plus accessibles aux individus, les États approfondissent leurs relations économiques et «l'esprit de commerce» s'étend du plus insignifiant individu au plus grand des organismes supranationaux. Mais tandis que s'étend «l'esprit de commerce» meurt le sens de la gratuité véritable, celle qui n'appartient pas à un modèle économique précis ainsi que la solidarité véritable, par opposition à la solidarité forgée par l'intérêt économique partagé. Lorsque l'économie sera devenue si totale qu'elle en deviendra oppressante pour l'homme, alors croîtra, je le crois, un courant promouvant d'autres comportements de consommation, orientés vers des produits plus durables et des échanges véritablement gratuits. Mais ces comportements n'émergeront pas avant longtemps, à mon sens, car ils auront été préparés par l'excès de l'économie totale, et par l'habitude de l'échange gratuit de connaissances sur internet.

Gabriel de Longeaux
Telecom Sud Paris

Éthique et service

Dans cette matière qu'est l'éthique et le service des autres, il n'y a pas de cours magistraux possibles, mais plutôt des travaux pratiques. L'idée est exprimé par Confucius : «Dis-moi et j'oublierais, montre moi et je me souviendrais, implique-moi et je comprendrai». C'est ce qu'on peut appeler aussi la méthode Enactus. L'association Enactus a pour mission de former les futures leaders par l'action entrepreneuriale pour favoriser le progrès sociétal. Elle va ainsi aider des étudiants à monter des projets d'entrepreneuriat pour aider les populations dans le besoin. L'action terrain est la meilleure des écoles: j'ai personnellement vécu l'aventure Enactus, et j'ai appris à oublier mes problèmes pour penser à ceux des autres.

Guillaume Boulvert
Université de Nantes

Plus d'égalité, pour une consommation durable

L'existence d'une véritable démocratie nécessite l'instauration d'une circulation totale de l'information nécessaire à la prise de décision économique. Pour cela, il faut évidemment investir toujours plus dans l'éducation et travailler à la rendre plus égalitaire, ce que permettrait un véritable impôt progressif. Parallèlement, la construction d'un État égalitaire repose sur l'utilisation des nouvelles technologies de communication. Les plateformes d'échange d'informations, de Twitter à Wikipedia, ainsi que l'open data, sont indispensables à l'exercice éclairé de la démocratie. D'une part, elles procurent les informations aux profanes, d'autre part, elles constituent un outil de récolte de données *bottom-up* beaucoup plus précis et fiable. Dans un monde où tous les citoyens ont le pouvoir et les outils pour l'exercer, on voit mal comment pourrait perdurer la destruction de la planète et de ses habitants.

40

Ludmila Faye*
Université Paris I Panthéon Sorbonne

Investis le silence !

L'avenir est à la solidarité et au partage, au resserrement des liens entre les hommes, au respect de l'environnement, à la culture personnelle du silence. À tous les économistes, sociologues, philosophes, hommes politiques, gestionnaires, à tous ceux qui recherchent le Bien : abreuvez-vous d'abord de silence et vous saurez incarner le changement.

Marie Coulomb
Université Paris Dauphine

Feuille de route pour la jeunesse

La démocratie ne fonctionne que lorsque le peuple fait confiance au couple exécutif / législatif à qui il délègue sa souveraineté. Cette confiance nécessite une transparence absolue de la dépense publique et des règles strictes qui

empêchent les élus d'imaginer utiliser leur pouvoir politique à des fins personnelles. [...] Ces dernières décennies ont ainsi été marquées dans l'ensemble des «vieilles démocraties» par la succession d'affaires de conflits d'intérêts, de délits d'initié, d'utilisation d'argent public à des fins personnelles, autant d'affaires qui ont sapé la confiance envers les élites. [...] C'est la persistance de la corruption qui instille progressivement la défiance et l'incivilité dans une société qui favorise en retour les pratiques de corruption : cercle vicieux qu'il faut absolument rompre. Il est donc grand temps de réintroduire une véritable respiration démocratique en instaurant le mandat unique non renouvelable, en renforçant les contre-pouvoirs notamment de l'opposition, en garantissant une indépendance réelle du système judiciaire et en luttant contre les conflits d'intérêt - entre milieux politiques et milieux économiques mais également entre médias et milieux économiques.

Nicolas Lancesseur
Université Paris I Panthéon Sorbonne

Changer la ville

41

Le premier pas pour construire l'avenir consiste à investir sans détour pour intégrer durablement la ville dans son environnement et lui faire prendre sa part dans le défi écologique mondial. [...] À l'instar de Stockholm qui deviendra en 2050 la première capitale «zéro énergie fossile», la transition écologique est le premier investissement pour la ville du futur. La maîtrise de l'urbanisation apparaît également essentielle. Sans politique foncière adaptée, les citadins sont contraints de choisir entre le renchérissement du prix des logements dans les centres et l'allongement des temps de trajets domicile-travail et la pollution qui en résulte. Investir l'avenir commence donc par produire un effort considérable de densification des villes répondant au double critère de mixité sociale et d'excellence énergétique. [...] Comment soulager les tensions du marché immobilier dans les villes qui n'ont plus d'espaces constructibles? [...] La solution serait de remplacer la taxe d'habitation existante dans certaines villes par un impôt progressif pensé en fonction de la surface par habitant. [...]

Omar Keita*
ENA Strasbourg

Chaque homme doit inventer son chemin

Moi, Président de la République, j'investirais dans le lien social. S'il m'en était donné les moyens, je m'emploierais à raviver l'idéal de fraternité. Pour cela, j'instaurerais une année de service civique obligatoire après le baccalauréat technique, professionnel ou général et même pour les jeunes ayant 18 ans et sortis du système scolaire. Cette année pourrait se dérouler selon différents modes : en France ou à l'étranger, au sein d'une association, d'une entreprise, d'un club sportif, de l'armée, d'une administration...

Paul Augusseau
ISTEC Paris

Investir l'avenir, investir dans et pour l'avenir

42

Investir l'avenir c'est s'exprimer, c'est permettre à tous de s'exprimer. Le recul de notre démocratie qui s'observe aujourd'hui est pour moi un crève-cœur. Plus que me battre pour mes idées, je me battrai pour que d'autres puissent exprimer les leurs. Je veux investir l'avenir. Je ne veux pas le prédire et je ne le pourrais pas. Parce que mon avenir est interdépendant avec l'avenir de mon voisin. Je veux l'écouter, je veux m'enrichir et je veux m'engager dans l'avenir avec lui, avec vous.

Pierre Lucas
Université Montpellier I

Optimiser l'espace habitable par la fiscalité

[...] Comment soulager les tensions du marché immobilier dans les villes qui n'ont plus d'espaces constructibles ? [...] La solution serait de remplacer la taxe d'habitation existante dans certaines villes par un impôt progressif pensé en fonction de la surface par habitant. [...]

Romain Chappoz
Université Paris I Panthéon Sorbonne

La roue tourne de plus en plus vite, à qui le Tour ?

14 juillet 2014, deux commentateurs rendent compte de l'arrivée du Tour de France.

Laurent : Admettez que manager des coureurs de cultures et de langues différentes ne doit pas être très facile. Il n'y a que dans les Triplettes de Belleville que la communication peut se faire sans paroles !

Thierry : C'est là qu'interviennent les talents de ce directeur charismatique. La pédagogie, la confiance et le respect sont des qualités qui lui permettent de bâtir une équipe gonflée à bloc. « Investissez l'avenir ! » devient alors, au sein du groupe, « Investissons l'avenir ! ». Lorsqu'un champion s'impose, c'est toute son équipe qui devrait rayonner. Associations davantage tous ceux qui œuvrent dans l'ombre : mécaniciens, médecins et autres recruteurs. [...]

Le Français revient à l'attaque.

Thierry : Attaque du jeune Français ! Ah décidément, quelle audace, Laurent ! Cela fait du mal à l'Australien qui peine à recoller.

Laurent : Oui mais il revient au mental, Thierry. Il revient... et ne s'arrête pas, il place maintenant un contre d'une intensité phénoménale. Il s'envole vers la victoire, pendant que notre espoir est scotché à la route. Il a littéralement explosé.

Thierry : Ah ! Quelle déception ! Si près du but !

Laurent : C'est le sport Thierry. La concurrence est dense à bicyclette, tous veulent séduire Paulette. Mais ici aussi, le jeu est à somme nulle : un seul nom perdure, les autres seront oubliés.

Thierry : Il est en effet passé tout proche d'un exploit personnel. Mais, plus que ses performances individuelles qui ont aujourd'hui transcendé et enivré le public, c'est la démarche de son directeur sportif, manager d'équipe et homme de l'ombre, qu'il faut retenir. Remettons-nous en cause, inspirons-nous de nos voisins et de nos anciens. Dialoguons et élargissons notre mode de pensée. Puisons notre force dans la diversité. Trouvons et partageons l'envie d'investir. C'est seulement après avoir bâti ce cadre, que l'audace, la fougue et les prises de risque deviennent pertinentes.

Simon Chauvin
École Centrale Paris

43

Pour de nouvelles grilles de pensée

Nous sommes au début du XXIII^e siècle.

Suite à la Grande Catastrophe [moitié du XXI^e siècle] nos ancêtres ont renversé les modèles traditionnels de création de valeur. Ils ont établi que chaque agent économique, chaque acteur social aurait une valeur en fonction de sa contribution au bien-être des individus et non plus en fonction de sa valeur marchande. Ainsi, une entreprise responsable de l'extinction d'une espèce animale de l'Océan Pacifique verrait sa valeur diminuée aux yeux du monde. La sanction étant basée sur la répartition de la réputation, quantifiable sous la forme d'un nouvel agrégat se rapprochant des anciens outils monétaires.

Les modèles économiques au début du XXI^e siècle tendaient de plus en plus à perdre de leur pertinence, nos ancêtres vivaient en produisant et commercialisant des produits sur des marchés saturés où l'ingéniosité et la créativité étaient mis à contribution pour l'invention de nouveaux besoins et de nouveaux moyens de persuasion du consommateur. Après la Grande Catastrophe, notre civilisation a compris qu'il ne fallait plus baser la richesse sur la valeur économique mais sur la valeur sociale.

Sofya Sukhanova*
Université Paris Ouest Nanterre La Défense

L'amour, ingrédient de l'avenir

Le disciple: Peut-on quantifier le degré d'Amour qu'il faudrait investir dans l'avenir, Professeur? Il faut faire vite avant que les Humains perdent ce sentiment et finissent par tous se détester! Le temps s'accélère...

Le Professeur: Enfin Pierre, comment pouvez-vous me sortir une telle ineptie! L'accélération est la dérivée de la vitesse par rapport au temps, et la vitesse elle-même la dérivée de la position par rapport au temps! Le temps ne peut donc pas s'accélérer! L'Amour est éternel, c'est le seul levier qui n'aura jamais de limite même si vous tirez au maximum sur la manette. C'est également le seul qui ne dépendra jamais d'une machine à investir l'avenir. Il faut

l'entretenir, le préserver, l'épargner. Après tout, comme l'écrit Honoré de Balzac, n'est-ce pas la seule passion qui ne souffre ni passé, ni avenir? Pierre, j'espère que vous avez faim! Maintenant que la recette est au point, il nous faut la tester. Dégustons l'avenir! Et gardez une chose à l'esprit, vous n'en serez jamais pleinement rassasié!

Telman Azarmahd
Essec, Paris

IV

Éducation,
CHEMIN
D'AVENIR

L'avenir se dessine sur les bancs de l'école

Quelle formation pour les professeurs ?

La réforme de la mastérisation a été maintes fois critiquée. Mais si l'on regarde en détail le système finlandais, on s'aperçoit que c'est justement la haute exigence en matière de formation qui permet de conférer ensuite aux professeurs une plus grande autonomie dans l'exercice de leur profession. Cela requiert ensuite moins d'inspection et de réglementations. Les enseignants finlandais sont formés de façon à concevoir eux-mêmes leurs programmes et à évaluer leurs élèves.

La formation des professeurs doit s'accompagner d'un contenu théorique sur les enfants à difficultés et de stages pratiques sous la tutelle d'un professeur. Ensuite, au collège, on peut penser qu'un professeur peut avoir en charge plusieurs matières. Cela permettrait une économie de coûts et une assurance de remplacement en cas d'absence du professeur. Une meilleure flexibilité des ressources humaines permettrait des coûts de fonctionnement plus bas.

Quant à la rémunération, le niveau de salaire doit être celui d'un titulaire de master. Les professeurs doivent pouvoir avoir une carrière plus stimulante, plus évolutive.

Aude Burel
Essec

Civiliser l'économie

L'éducation doit être une priorité sur laquelle il faut bâtir. Ce n'est que si les fondations sont fortes que la maison ne va pas s'écrouler. Mais il ne s'agit pas d'imposer notre vision de l'éducation. Il est important de donner les outils nécessaires à tout homme qui souhaiterait construire un modèle éducatif correspondant à son environnement social.

Audrey Girard
Science Po, campus franco allemand de Nancy

Soyez le changement !

L'école doit devenir un lieu où on aime étudier. Pour y parvenir, il faut engager une réforme des méthodes pédagogiques, du système de notation et des activités effectuées dans l'espace d'un établissement scolaire. [...] La pédagogie et la coopération doivent être au cœur de l'enseignement ; les travaux de groupes, les présentations orales, la réalisation de recherches doivent représenter entre un tiers et la moitié du temps passé en classe.

Emmanuel Bavoux
Science Po Paris

Le capitalisme de l'émotion

[...] Nous croyons aux vertus d'une refondation de l'éducation. La séculaire relation maître/élève à la française, ou plutôt émetteur/récepteur, est-elle toujours adaptée à notre modernité ? Le cours magistral où les élèves doivent absorber une grande quantité de connaissances dictées telles les tables de la loi à Moïse est-il encore à privilégier ? Ne favorise-t-il pas que peu l'innovation et la création personnelle qui ont vu émerger Facebook, Amazon et tant d'autres ? La place occupée par les nouvelles technologies dans notre système éducatif actuel est-elle bien cohérente avec leur poids dans le PIB mondial et avec les enjeux qu'elles sous-tendent ? L'initiative de Xavier Niel de créer en 2013 une école gratuite dédiée à l'informatique et au codage, l'école 42, axée sur une pédagogie collaborative, nous semble en ce sens excellente.

[...] Nous proposons la mise en place d'un plan d'État associant écoles publiques et entreprises de haute technologie afin d'améliorer la connectivité des écoles françaises et la formation digitale des professeurs. Le programme ConnectED lancé par Barack Obama pourrait servir d'exemple. Nous proposons de revaloriser l'enseignement professionnel, malheureusement encore déconsidéré. L'enseignement des NTIC est essentiellement circonscrit aux filières techniques, traditionnellement moins prestigieuses. Nous proposons de revaloriser l'apprentissage des NTIC dans les Grandes Écoles...

Florian Bon
ESCP Europe

Oser l'université

[Idéalement], afin de permettre l'émergence d'une véritable communauté étudiante, de favoriser l'émulation et le travail en commun, l'exemple anglo-saxon a été reproduit dans de nombreuses villes françaises. Les résidences étudiantes sont disséminées non loin des bibliothèques et des salles de cours, tandis que le croisement des disciplines est favorisé par leur rapprochement géographique. Ainsi, les chercheurs en économie comportementale n'ont que quelques centaines de mètres à parcourir pour passer du département de psychologie à celui d'économie.

À l'heure où le volume de savoirs croît exponentiellement et où posséder une connaissance encyclopédique, ne serait-ce que de son domaine de recherche, relève d'une gageure, un travail plus important entre les différentes « sciences » et matières est requis pour mieux comprendre la complexité du monde.

Florian Grosset
Science Po Paris

50

Manifeste pour une économie démocratique

Aujourd'hui nous spécialisons de plus en plus le secondaire mais dans le supérieur, les étudiants retombent dans des cursus très généraux. Faisons les choses à l'endroit : en prolongeant l'école unique, nous pouvons permettre aux élèves de conserver plus de temps et de possibilités dans leur orientation.

C'est dans l'enseignement supérieur que la spécialisation sera plus forte pour éviter l'immense gâchis des premières années universitaires. Pour améliorer l'orientation, nous voudrions que les élèves de terminale consacrent une demi-journée par mois à assister à des cours de leur choix dans l'enseignement supérieur pour se faire une idée plus précise et partager ensuite avec le reste de leur classe. Cela encouragera certains élèves à se lancer dans des filières dont ils pourraient avoir tendance à s'exclure et facilitera leur intégration dans la vie étudiante. La spécialisation ne sera plus réhibitoire car le socle commun de

connaissances, plus large, permettra de créer d'avantages de passerelles entre les formations.

François Joly*
Science Po Paris

Construire l'université du futur

Un lieu de formation unique dans lequel l'éducation côtoie la recherche constitue la structure de l'université du futur. Un cursus qui permette aux étudiants de découvrir des domaines d'excellence très variés mais avec un accent sur la programmation et le monde du business est le contenu de cette université du futur. Avec des universités qui gagnent en taille et des outils de pointe, les étudiants du futur seront ainsi mieux préparés pour être acteur du changement dans ce monde futur interconnecté. [...]

Investir l'avenir, c'est investir les nouvelles technologies et résoudre les problèmes qui s'avèrent de plus en plus complexes et font appel à des connaissances multiples. L'éducation et l'enseignement supérieur doivent se donner pour rôle de former les futurs citoyens et de les initier aux projets transdisciplinaires, collaboratifs et multiculturels.

Isabelle Girard
Chimie ParisTech

51

Pour une formation à la confiance

Mon idée, somme toute assez simple, est la suivante : pour avoir confiance en une réalité, il faut la connaître. J'ai confiance en mes amis, car je les connais et je sais que ce sont des personnes de qualité. Je pense que pour réduire la distance perçue entre représentants et représentés, il faudrait inculquer aux jeunes générations le fonctionnement pratique de la chose publique, par le biais d'une pédagogie transitant notamment par l'école.

Justine Boyé
Science Po Aix

Une éducation par «répartition»

Un régime par «répartition» dans l'enseignement supérieur se caractériserait par (i) une absence de frais d'inscription, (ii) un financement public de l'université et (iii) une allocation universelle d'autonomie (AUA) attribuée à tous les étudiants et entièrement financée par des prélèvements sur les actifs (et retraités). L'éducation par «répartition» doit donc être comprise comme un contrat social, fondé sur la solidarité intergénérationnelle et l'équité contributive. Elle permet en effet aux étudiants de réaliser leurs études en échange, une fois entrés dans la vie active, d'une participation au financement du système selon leurs facultés contributives. Dans la mesure où l'éducation est source d'externalités positives, le financement du système doit également reposer sur la collectivité dans son ensemble.

Léonard Moulin
Université Paris XIII Sorbonne Paris Cité

52

Étranges exclus

Je veux investir dans l'éducation, véritable réserve de richesse pour notre pays. Je voudrais que l'école, au lieu d'enseigner l'obéissance et la contrainte des corps soit un lieu où l'expression démocratique formerait les citoyens de demain. À l'heure où l'infinité des connaissances humaines est accessible en quelques secondes, je souhaiterais que l'on apprenne aux adultes en devenir non pas quoi penser mais comment réfléchir. Que l'on parle de Gandhi, de Mandela, de Martin Luther King et que l'on parle d'eux non pas comme des mythes inatteignables mais comme des hommes faillibles qu'ils étaient, de leurs succès comme de leurs erreurs et des changements profonds que leurs actions ont provoqué. Que l'on enseigne que rien ne remplace la réflexion, que les certitudes ne servent qu'à ceux qui ne veulent plus apprendre, que chaque humain étant différent, c'est une richesse dont il faut tirer parti et non une malédiction qu'il faut éradiquer.

Natacha Brun
Science Po Aix

L'avenir est ouvert

Comment j'envisage l'avenir? Je l'envisage ouvert... Pourquoi ouvert? Tout simplement parce que la faculté est le lieu de toutes les fermetures. Eh oui! Au sein d'un même bâtiment chaque discipline se bat pour affirmer sa supériorité. Vous le niez? Avez vous déjà fait un double cursus? Si vous avez eu la folle idée de vous ouvrir à d'autres disciplines, l'administration se fera un plaisir de vous rappeler que l'interdisciplinarité n'est pas une bonne chose. Même si vous parvenez à vous frayer un chemin à travers un dédale de secrétaires et d'administrateurs qui vous répèteront à l'envi «Ce n'est pas moi, c'est l'autre», même si vous passiez cette étape stressante, chronophage et désespérante, vous vous retrouveriez devant l'absurde réalité qu'est l'enseignement au sein de la faculté. [...]

Tôt ou tard, vous vous retrouverez devant la figure coercitive d'un professeur, maître de conférence, ATER ou chargé de cours qui au lieu de s'enrichir de nouveaux points de vues, préfère volontairement porter des œillères. En effet, lorsque fort de vos nouvelles connaissances et perspectives, vous osez réfléchir à quelque chose qui n'est pas *stricto sensu* partie intégrante de la discipline, vous aurez le plaisir de découvrir: «hors sujet; trop compliqué; ce n'est pas ce que l'on vous demande...» et autres remarques désobligeantes. J'ai cru que l'université était un lieu de production de connaissances, mais c'est un lieu de reproduction. [...]

Alors, pour l'avenir, essayons de construire une université qui façonne le monde. Ne soyons pas à l'image de ces pays qui se font la guerre pour de bêtes histoires d'égo et d'incompréhensions culturelles, tentons d'éradiquer ce processus destructeur et de lier toutes les facettes des arts mécaniques et libéraux. En prenant cette voie, peut-être arriverons-nous à rendre obsolète le concept même de stratification sociale car nous nous rendrons compte enfin qu'une filière ne vaut pas plus qu'une autre et qu'il en est de même pour toutes les professions. Dans cette perspective, notre but devrait être d'accepter les inégalités pour mieux apprécier nos différences.

Nicolas Naïditch
Université François Rabelais, Tours

53

Question de confiance

Comme on ne parle bien que de ce que l'on connaît, je voudrais d'abord convaincre qu'il faut continuer d'investir dans les formations en alternance et soutenir une politique plus ambitieuse d'alternance dans l'enseignement supérieur. Je fais partie de la petite cinquantaine d'étudiants qui ont choisi la formation en alternance alors que ma promotion compte plus de 700 étudiants. Dans le cadre de cette formation, je travaille pour le service de management d'un grand énergéticien. Je voudrais, plus spécifiquement, convaincre d'encourager l'investissement dans la formation aux concepts et méthodes de la gestion des risques des projets de toute nature.

L'investissement dans les formations en alternance, y compris dans l'enseignement supérieur, et la diffusion d'une culture du risque me semblent deux politiques pertinentes à développer aujourd'hui. Ma génération est pleine de talents, d'idées et d'envies, elle manque de confiance en elle pour se faire sa place sur le marché du travail. Intégrer et former la jeunesse au monde professionnel est, à mon sens, la vocation de nos établissements au même titre que l'enseignement théorique.

Olivia Zitouni-Tinlot
ESCP Europe

Investir dans les attentes de la jeunesse

[...] Ensuite, je pense que la relation entre les élèves et le corps enseignant doit évoluer. L'éducation nationale a toujours eu le souci d'accompagner ses élèves le plus loin possible. Le décrochage scolaire au collège ou au lycée provient selon moi en partie des difficultés qui entravent la relation professeur-élève. Beaucoup de cours au collège, qui pourraient impliquer les élèves et être vivants ne le sont pas car les exigences théoriques des programmes contraignent l'enseignant. Si on s'intéresse au collège, ces contraintes pourraient être levées dans des matières fondamentales comme la mathématique ou le français. Deux exemples personnels : la lecture des livres n'a jamais donné lieu lors de ma scolarité à des discussions entre les élèves et l'enseignant. En 3^e, un seul exposé sur un livre de son choix était exigé. On ne m'a jamais demandé si

j'avais apprécié la lecture de *La Princesse de Clèves*, ou de *Madame Bovary* mais on m'a posé nombre de questions sur leur genre littéraire. En mathématique, le programme conséquent ne laisse aucune place à l'improvisation. Demander aux collégiens ce qu'ils pensent de la matière, leur laisser le temps de proposer leurs propres solutions au problème posé n'arrivent pas. Pourquoi ne pas laisser un temps pour la curiosité de l'élève ? Se poser des questions sur ce qu'on fait, c'est s'assurer que l'élève s'intéresse à la matière et c'est un premier pas vers la fin du décrochage scolaire. Je propose donc d'alléger les programmes pour laisser du temps au partage entre l'enseignant et les élèves et impliquer ces derniers dans les cours. Trop d'élèves ne suivent plus en cours avant tout parce que une distance trop grande existe entre ce qu'ils doivent apprendre et ce qu'ils souhaitent apprendre.

Olivier Renaud
Université Paris-Dauphine

Rendez-vous dans dix ans !

[...] En effet, nous parlons de l'éducation mais aussi du paupérisme étudiant, que nous considérons comme très préoccupant. Nous proposons à ce sujet de multiplier les possibilités de « petits boulots » au sein même des établissements universitaires, un peu à l'anglo-saxonne. Cela permettrait aux intéressés d'y trouver un revenu de complément dans la limite de quelques heures par mois à travers des emplois de bibliothèque, de maintenance simple, d'assistance aux étudiants handicapés ou encore de surveillance d'examens. Nous pensons aussi qu'introduire une corrélation du système boursier avec les résultats obtenus ne pourrait que valoriser le travail des étudiants les moins favorisés. L'attribution, par exemple, d'un mois de bourse supplémentaire pour toute mention bien, de deux mois pour toute mention très bien, aurait une dimension méritocratique et symbolique importante pour les étudiants. En ce qui concerne son financement, il pourrait être largement alimenté par le produit d'un contrôle satisfaisant sur le dispositif d'attribution des bourses dont chacun convient qu'il est... perfectible, notamment, par exemple, par un système de résultats minimum aux partiels.

Rudy Chauvel
Science Po Bordeaux

Lutter contre l'échec scolaire

L'élève en échec scolaire est souvent en déni de projection avec des inadéquations entre ses désirs, ses efforts et son milieu d'origine. Il a de manière générale des difficultés à appréhender son mal-être et à l'expliquer. Sans vouloir généraliser ma propre expérience, je pense qu'elle m'a permis de bien comprendre au moins une partie du problème. Mon ancien lycée est un lycée aux élèves relativement moyens, où l'équipe enseignante est très soudée et met en œuvre différentes actions de soutien. J'ai pu constater le désintérêt d'une partie des élèves qui n'utilisent souvent que très peu l'ensemble des aides proposées. J'ai pu voir que le niveau pour le taux d'admission au baccalauréat a augmenté, mais que fondamentalement les élèves ne commencent à travailler réellement que sous la contrainte de cet examen. Trop rares sont ceux qui travaillent avec des projets et/ou des objectifs de carrière en tête, ce qui est pourtant la meilleure incitation possible. En tant que futur professeur, donnant des aides aux devoirs de manière bénévole, j'ai la conviction qu'une simple logique quantitative en termes d'heures de cours et/ou de nombre d'élèves par professeur ne peut être qu'une partie de la solution et en aucun cas l'unique solution.

[...] Ces jeunes ont besoin d'une interface simplifiée et globale les incitant à augmenter leur investissement scolaire. Cela ne peut pas et ne doit pas passer par davantage de rendez-vous personnalisés, car leur coût est élevé et cela ne règlera pas le problème de la défiance vis-à-vis des institutions scolaires. C'est pour cette raison que je propose la création d'un site internet spécialisé. Ce site internet aurait trois objectifs: le premier serait d'une meilleure représentation des besoins des élèves en difficulté et de leurs ressentis, le deuxième serait de leur faire comprendre l'intérêt pour eux d'augmenter leur investissement scolaire et le troisième serait de les guider dans leurs démarches et dans leurs choix.

Samuel Ligonnière
ENS Cachan

Vers une «rentabilité scolaire»

Lors d'un concours de gestion de projet, un étudiant en commerce défend la création de sa propre grande école. Alors que le commerce est un des piliers de toute société, il propose un nouvel enseignement pour former une élite consciente et responsable en révélant les critiques qui pèsent sur les écoles de commerce. [...]

- Bonjour, quel projet voulez-vous nous présenter ?
- J'aimerais créer mon École de commerce. [...]
- Et pourquoi ?
- Afin de créer une élite enfin responsable et consciente, fière de son éducation.

Le public commençait à remuer, notamment le corps professoral et l'administration qui semblaient abasourdis. Et je commençai :

«Les cours ne sont vraiment pas intéressants, et on a l'impression de payer 10 000€ l'année pour des cours en ligne. Autant rester chez soi à bosser seul des fois...»

«Les cours sont parfois peu rigoureux, nous ne pouvons pas nous entraîner convenablement aux examens. [...] De plus, la vie associative n'est pas assez épanouissante, elle n'est pas assez développée. Cela est dû en partie au fait que l'administration est parfois envahissante en termes de censure ou d'obstacles créés à l'encontre de projets associatifs.» [...]

À propos des cours, dans ce que les étudiants connaissent déjà en école, j'attribue une attention particulière aux cours en anglais. Ah oui! Que c'est intéressant de suivre les cours dans la langue du commerce! [...] Encore faut-il que les cours soient compréhensibles! Les Français sont connus pour parler anglais comme des vaches espagnoles. En école de commerce, cela s'applique cruellement. Un investissement tout particulier devra donc se faire pour améliorer le niveau d'anglais des professeurs à l'aide de formations ou préférer des professeurs étrangers moins spécialisés mais aptes à dialoguer en anglais sur une problématique. [...]

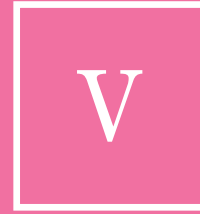
Sara Laurent
Groupe Sup de Co Montpellier

Un avenir, une renaissance

Ah ! Ces universités françaises sans le sou, qui manquent tellement de moyens qu'on ne se croirait même pas... en France. Une société se bâtit grâce à ses institutions et grâce à un enseignement supérieur et de recherche de qualité. Aujourd'hui, et selon mon expérience d'étudiante en situation de handicap, l'université française ressemble à un brouillon de quelque chose. Quelque chose que chaque président d'université tente de construire, d'améliorer à sa manière. [...]

L'université effraie, beaucoup se ruent vers les écoles, privées, spécialisées, payantes quand d'autres choisissent l'université, soit parce qu'ils ne savent pas quel chemin prendre, soit parce que l'accès à des écoles est un chemin de croix. Simplifions les choses : si les grandes écoles de France, telles que l'ENS, Polytechnique, l'ENA, les écoles de commerce, de mode et de design, les écoles de cinéma, des Gobelins, pour n'en citer que quelques unes font notre fierté ; les universités, elles, pâtiennent d'une mauvaise réputation. Changeons cela ! Faisons de nos universités publiques la grandeur de la France, à l'image des universités des États-Unis d'Amérique ou de Chine. Remettons tout à plat, n'ayons pas honte de nous inspirer des autres. Investir dans l'université : c'est donner une chance à tout le monde. Une chance de faire, de savoir-faire. Une chance de participer à la construction de la société telle qu'on l'imagine. Rapprochons les campus universitaires des banlieues, agrandissons ces mêmes campus pour que plus d'étudiants encore, Français ou étrangers, boursiers, non boursiers, diplômés du BAC ou pas, puissent accéder aux savoirs. Mettons les universités aux normes d'accueil pour les personnes handicapées, elles sont nombreuses et elles veulent étudier. Investissons dans la vidéo conférence, pour les handicapés, professeurs ou élèves, séminaristes ou chercheurs, tous, partout dans le monde et par commodité, pour travailler avec des classes en Chine, en Angleterre, en Allemagne, au Canada. Oui ! Ouvrons-nous aux autres !

Tassanee Alleau
Université François Rabelais, Tours



Entreprendre

AU FUTUR



Misons sur les créateurs !

[...] Toute la société doit converger vers les êtres créatifs. Elle ne correspond pas à tout le monde mais elle permet sans aucun doute de redynamiser notre pays, de sortir la France de l'enlisement qu'elle subit depuis quelques années. Stimulons les talents créatifs français. Motivons nos jeunes à imaginer de nouveaux produits, de nouveaux concepts, de nouvelles manières de voir le monde. Rendons hommage aux grands esprits visionnaires de la fin du XX^e siècle : Steve Jobs, Richard Branson, James Dyson...

Alexandre Person
École Centrale Marseille

Sept personnages en quête de création

L'Idée, Le Chercheur, L'Entrepreneur, Le PDG, Le Ministre de l'Économie

L'Entrepreneur surgit essoufflé, en tenue de tennisman : ACE! Il s'arrête, étonné de voir tout ce monde. C'est un véritable sommet que vous tenez ici.

L'Idée: Bingo ! Une culture ACE : Audace, Confiance, Échec. C'est là ce qu'il nous manque pour que les améliorations structurelles soient effectives.

Le Chercheur: L'audace dans la recherche...

L'Entrepreneur: ... et dans l'innovation.

Le Ministre de l'Économie: La confiance des politiques.

Le PDG: Mais l'échec ?

L'Idée: L'échec car la recherche est insolente et les résultats ne se décrètent pas. C'est aux investisseurs en France de donner le droit à l'échec. Pour cela, il faut cesser d'ériger en norme la précaution excessive. Les termes mêmes sont révélateurs : un « capital-risqueur » dormira probablement sur moins d'oreilles qu'un « capital-aventurier » ! Et que dire de l'entrepreneur qui, selon qu'il se trouve en France ou aux États-Unis, se voit comme un « risque » ou comme une « aventure » ? [*capital venture*]

[...] **Épilogue**

L'Idée: La France manque aujourd'hui cruellement d'une passerelle entre les deux navires que sont la recherche

scientifique et l'innovation technologique. Encore faut-il que les deux bords soient de hauteur égale : faire de la recherche fondamentale autre chose qu'un gros paquebot impossible à contrôler permettra d'être plus en phase avec la réactivité des start-ups par exemple. Restera alors à jeter des échelles de bord pour permettre à toute la société de se sentir concernée par la science : organiser un forum de *crowdstorming* afin de donner un futur aux découvertes scientifiques, prévoir un débat -éthique en particulier- *a posteriori*, c'est profiter des millions de cerveaux et faire fructifier la diversité de notre société.

Aliénor Vienne
École Polytechnique

Rendre la guerre impossible

Un monde sans guerre serait-il la condition première de la prospérité économique ? Si des pays sont neutres, un individu pourrait-il l'être lui aussi ? Un monde d'individus neutres serait donc un monde sans conflits. [...] nous nous proposons d'investir l'avenir d'un idéal : rendre la guerre impossible.

Anne Gadel*
Science Po Paris

Révoltons-nous !

Nos ancêtres à force d'effort et d'industrie ont pu se libérer de la faim, du froid, de la maladie et passer du stade d'animaux apeurés à celui de maîtres de la Nature. Nous avons la chance aujourd'hui grâce aux nouvelles technologies informatiques de disposer d'un outil qui non seulement permet de décupler encore nos capacités, comme l'avait fait la mécanique, mais de venir les remplacer. Ces forces libérées pourraient nous permettre d'organiser la production et de la répartir afin de limiter au maximum les gaspillages et de satisfaire au mieux les besoins réels.

Benjamin Sibille
Science Po Strasbourg

Innovons ensemble !

Le XXI^e siècle semble être celui de l'innovation de masse. Le capital devenant plus immatériel, les entreprises favoriseront l'innovation dans leur culture interne. [...] Néanmoins, cela pose la question de la privatisation du capital immatériel de l'Homme. Dans une perspective plus large, une nouvelle société de classes pourrait apparaître entre une élite possédant la connaissance et pouvant participer à l'innovation de masse et la population non-instruite. Au niveau international, les nations les plus instruites auront un avantage auto-cumulatif : plus une société sera instruite, plus elle produira de richesses et plus elle pourra maintenir son avantage.

Christophe Hambura
Science Po Paris et Université de Lorraine

Écologie pour un avenir

64

Il y a un aspect sociétal qui se retrouve de plus en plus chez les jeunes. Sans aller jusqu'à nous considérer comme écologistes, la plupart d'entre nous commençons à développer une certaine « fibre verte ». Nous sommes donc assez réceptifs à certaines problématiques comme le réchauffement climatique et je pense que ce sera de plus en plus le cas.

Chrys Ibombo * pour l'association **Aguibasket Animafac**

Réinventons l'investissement public de demain

Certains services publics méritent d'être « réinvestis » par l'État. Les contraintes budgétaires pèsent de plus en plus sur certains ministères. La réactualisation des missions, programmes et actions du budget national permettrait de repositionner les objectifs prioritaires de l'État. De fait, la France n'est actuellement ni compétitive en termes de prix ni en termes de qualité – exception faite de l'industrie de luxe. Il faut donc améliorer la compétitivité et la qualité

des productions française. Cela passe par la formation en ingénierie mais également par l'investissement dans l'innovation.

Coline Chossat
Université de Nantes

Une poule pour réduire les déchets

Notre association, l'Avocatier, a pour but la promotion de l'agriculture biologique et d'une économie en circuit court sur le campus de notre université.

Dans ce cadre, nous souhaitons faire valoir un projet très simple : mettre en place, pour les universités qui disposent de terrasses planes, des infrastructures d'élevage de volailles, c'est-à-dire, plus simplement, des poulaillers.

Une telle infrastructure permettrait de répondre à un triple objectif :

- le recyclage des déchets (alimentaires) : les étudiants pourraient déposer leurs restes de repas dans des poubelles prévues à cet effet. Ces restes de nourriture seraient ensuite acheminés aux poules et permettraient de les nourrir à moindre coût. Mes camarades et moi-même sommes chaque jour témoin d'un grand gâchis concernant les restes de nourriture, une telle mesure permettrait d'optimiser ces pertes. Bien sûr, les restes susceptibles de constituer l'alimentation des poules seraient limitativement énumérés sur des plaquettes informatives (par exemple, exclusion des épiluchures d'agrumes, ou de restes de poulet...).

- un certain degré d'autosuffisance alimentaire : les poules seraient des poules pondeuses, ainsi, les universités équipées de cafétérias pourraient revendre les œufs à un prix modique auprès des étudiants. On peut également imaginer un système participatif dans lequel les étudiants qui s'occuperaient des poulaillers de façon cyclique pourraient avoir des œufs gratuitement tout au long de l'année – une poule bien nourrie achetée entre 15 et 40 euros peut donner près de 150 œufs par an.

- La réappropriation de leur alimentation par les citadins : bien souvent, nos campus sont en centre-ville. Les étudiants sont ainsi de simples cueilleurs qui cheminent au travers des rayons de supermarchés sans pouvoir réaliser une traçabilité des produits qu'ils acquièrent. Avec un tel

65

système, la provenance des œufs seraient immédiatement identifiée, et la gestion du poulailler pourrait se faire de façon participative par les étudiants.

Elfie Chadelat * pour l'association *l'Avocatier*
Université Paris II Panthéon Assas

Débris spatiaux, une solution pour le marché d'ici 2020

Il y a maintenant 36 ans, Donald Kessler, présentait à la NASA un document de travail qui fera autorité dans le domaine des déchets spatiaux. Ce document présente un scénario de carambolage géant de débris de satellites et de lanceurs. Ce carambolage est rendu possible par le trop grand nombre de corps célestes abandonnés dans la haute atmosphère. Mais ce n'est pas tout: la collision de ces déchets en créerait d'autres, rendant «inhabitables» certaines portions de notre haute atmosphère notamment la basse orbite (LEO) et l'orbite géostationnaire (GEO). Cette multiplication exponentielle porte le nom de syndrome de Kessler. Selon l'ESA, on compte plus de 10 millions de débris de plus d'un millimètre de diamètre dans l'orbite basse, et 29000 de plus en tenant compte de l'orbite géostationnaire. [...] Récemment, la collision entre les satellites de communications IRIDIUM et KOSMOS est un exemple du danger grandissant des débris spatiaux. Ce danger ne peut qu'augmenter car il n'existe pas d'obligation de « nettoyage » des satellites usagés. [...]

À l'heure du développement durable, du recyclage des déchets, des économies d'énergie, pourquoi se limiter à la basse atmosphère ? Laisser aux générations futures notre haute atmosphère complètement saturée de déchets spatiaux, en plus capables de se multiplier, est totalement inacceptable. [...] Souhaitons-nous transformer notre ciel en décharge ? Non ! Et c'est bien pour cela qu'il faut dès maintenant que l'économie verte intègre ce problème aux débats avec les politiques, afin de proposer des solutions.

Eric Pujol-de-Goes
Université d'Orléans, UFR Droit, Économie, Gestion

Investir dans le modèle social, l'énergie et la formation

À l'aube du XXI^e siècle, il semble que la typologie mondiale par États tend à s'affaiblir au profit d'une typologie à deux niveaux, suivant des développements régionaux infra-nationaux et supra-nationaux. Dans cette perspective, le rôle des États, des pays développés écrasés par les contraintes budgétaires, ou des pays émergents, submergés par leur croissance, doit être redéfini et prendre en compte une coopération plus importante des citoyens. [...] Ce modèle social répondrait aux attentes des pays émergents, dont l'organisation est très variable: organisés autour d'une représentation nationale légitimée (dans les BRICS) ou souvent contestée, comme en Afrique, les citoyens semblent de plus en plus attachés à une région infra-nationale le cas échéant transfrontalière, plutôt qu'à un espace national doté d'un État dont le rôle s'éloigne des attentes traditionnelles. Un nouveau mode de gouvernance associant une majorité de citoyens d'un échelon à l'autre de la représentation régionale semblerait mieux traduire une horizontalité de gouvernance qu'une représentation nationale élue en quelque sorte *hors-sol*, c'est-à-dire ne reprenant pas les attentes des citoyens et provoquant à leur égard une sorte de défiance.

François Gibelli
Université Pierre et Marie Curie, Paris VI

La paix par l'hydrogène

Nous sommes en 2030, Hugo est chercheur et effectue un stage de six mois sur la lune...

Dès le lendemain de mon arrivée, j'ai été intégré au laboratoire Moon 3. La multidisciplinarité était plus qu'une devise, c'était la réalité ! J'ai pu travailler à proximité des scientifiques, des économistes, des sociologues et des philosophes. Chacun venait d'horizons différents et développait son propre projet de recherche. Seule condition: travailler au nom de l'humanité ! En effet, toute découverte, toute molécule ou tout brevet d'invention était la propriété de l'espèce humaine et à ce titre, tout homme ou

femme peut l'utiliser librement. Pour cette raison, chaque publication scientifique est anonyme. Renoncer à la quête de popularité et à la médiatisation est le prix à payer pour participer à cette aventure magique. D'un autre côté, cela assure que les chercheurs choisissent leurs projets de recherche exclusivement sur la base de leur passion sans se préoccuper de leur rentabilité financière.

L'économie Hydrogène est un projet auquel peu de personnes osaient rêver il y a seulement 20 ans. Tout d'abord, c'est un monde où les combustibles fossiles sont complètement substitués par une source d'énergie non polluante et disponible en quantité presque illimitée : l'hydrogène. L'homme n'osait pas y croire et par inertie, il continuait à creuser les fonds océaniques à la recherche de l'or noir. Ce ne fut que la combinaison du troisième choc pétrolier, de la crise économique des années 2010 et de la énième catastrophe naturelle, en 2015, au large des côtes britanniques, qui a contraint d'abord les pays européens et progressivement le monde entier à chercher d'autres solutions durables. L'Iran, l'Arabie Saoudite et tous les pays de l'ancienne OPEP ont crié au complot occidental contre leurs économies avant que les peuples de ces pays ne prennent conscience qu'ils avaient mieux à offrir au monde que leur pétrole.

Gabrièle Ranieri
ENS Cachan

Culture et avenir ?

Où va le monde, emporté par le tourbillon d'une crise qui, au moins pour ce qui concerne l'Europe, est très loin d'être terminée? Il est toujours difficile de saisir le sens des mutations en cours et de garder celles qui seront primordiales, pour nous, jeunes acteurs du monde économique, social et culturel de demain. À l'heure des enjeux de compétitivité et de la mondialisation, serait-il utopique de penser à une solution d'avenir en investissant dans la culture ?

Jade Romagnan
Université Aix-Marseille

Encore faut-il avoir confiance !

Crise. Tel pourrait finalement être le mot qui définira notre génération. Prenez un étudiant qui vient d'achever son master; il aura passé toute sa vie d'étudiant à entendre ce mot sans cesse asséné, que ce soit dans sa recherche de stage, d'emploi, en cours... Pourquoi voudrait-il donc avoir foi en l'avenir et investir ?

Faut-il pour autant craindre cet hiver qui s'est installé? Ce serait oublier que les crises ont toujours été un moment de changement et d'opportunité pour les nouvelles générations. La crise est l'occasion, pour les citoyens que nous sommes, de réinventer le système économique mondial. Elle a déjà fait émerger de nouvelles formes de mobilisation politique, en témoignent les mouvements des 99% ou de *Occupy Wall Street*. Mais c'est également et surtout l'occasion de refonder la gouvernance économique mondiale après cette crise qui fut celle des déséquilibres mondiaux et d'un aveuglement collectif face au désastre.

Jérémy Boullé
ESCP Europe

Nous Moches et bons

En 2014 après Jésus Fruit, tout le cageot prêt à partir à la grande surface est occupé par les fruits et légumes frais. Tout le cageot? Non, car une bande d'irréductibles fruits rejetés résiste encore et toujours à l'envahisseur. [...] Chaque semaine le conducteur du bus les embarquait et les écoulait au marché. La population se mit à les adopter et les enfants finirent par les adorer. Le gâchis ne fut plus et un problème de ce bas monde fut résolu. L'histoire se termina si bien, qu'une conserverie et transforma même certains en soupe pour les humains.

Au delà de cette approche qui se veut humoristique, vous l'avez compris, notre but est d'apporter une solution au gaspillage alimentaire, fléau qui génère 565 milliards d'euros de perte chaque année (FAO).

Noé Bugeau *
Université Bordeaux Montesquieu

Nouveaux modèles de production et de consommation

L'un des grands enjeux de l'avenir est évidemment la sécurité alimentaire. Si aujourd'hui elle fait rire bon nombre de citoyens Français, ne pas s'en soucier serait dangereux. Certes les rendements de nos agricultures dites conventionnelles sont exceptionnels. Mais quelle est la qualité de nos terres ? À long terme, notre modèle de production agricole basé sur la monoculture et les intrants chimiques est-il réellement soutenable ? Se poser la question c'est y répondre.

Beaucoup d'études de la FAO et de l'ONU tendent à prouver les bienfaits de l'agro-écologie. Contrairement à ce que cette expression laisse penser au premier abord, elle est extrêmement scientifique. Le seul reproche que l'on peut lui trouver est que cette méthode est plus coûteuse en force de travail car elle n'est pas adaptée aux outils de production comme le tracteur ou la moissonneuse batteuse. Basée sur la pluri-culture en cercles fermés, c'est-à-dire sans intrants chimiques et en s'appuyant sur la biodiversité.

Paul Renaud
Skema, Nice

Les défis de l'ère techno-planétaire

[...] Il s'agit d'établir une casuistique complexe entre les technologies disponibles et les besoins de la civilisation mondiale. Sans oublier que la Technique n'est pas neutre. Dans cette perspective, l'utilisation d'une technique peut être uniquement temporaire, faute de mieux (énergies carbonées ou nucléaire) ou bien volontairement bridée.

Ainsi, outre le fait qu'elles transforment les rapports sociaux, les TIC offrent la possibilité d'un monitoring global de la planète ; mais elles sont aussi utilisées à des fins de surveillance de masse (tant dans les relations États/citoyens que celles employeurs/employés). Par conséquent, il serait pertinent d'instituer « une police » des

techniques, en fonction de l'intérêt général mondial. Et de développer massivement l'éducation dans l'ensemble des pays, l'économie de la connaissance, pouvant être facilité par les TIC).

Pierre-Louis Berte
Université Lille 2

Quels pôles de compétitivité pour l'avenir ?

Il y a quelques siècles, la puissance d'un pays était liée à sa capacité à nourrir sa population. Aujourd'hui il faut aussi nourrir notre économie. Elle a besoin de matières premières et d'énergie. La production de ces deux ressources est en train de prendre un tournant et les puissants de demain seront ceux qui l'auront anticipé et seront devenus les leaders de ces nouvelles industries.

Les emplois de demain se préparent dès aujourd'hui. La mutation de ces industries indispensables et très rentables est l'occasion de prendre les devants pour assurer une création durable d'emplois chez nous. Si l'on manque ce train nous perdons ces emplois, cette croissance et nous courrons le risque de nous trouver demain à la merci d'une autre puissance qui aura su en profiter.

Compte tenu des enjeux de cette mutation et de son avancement dans certains domaines, il serait judicieux, non pas de simplement inciter ou soutenir les industries du recyclage, extractives, robotique et nucléaire mais bien de mettre en place des plans nationaux pour s'assurer un leadership rapide et incontesté dans ces domaines.

Sébastien Eskenazy
Université de La Rochelle

Avoir 20 ans, une histoire, un avenir

Nous sommes en 2050, Imany a 20 ans, sa grand-mère, née en 1970, lui raconte ses débuts de militante écolo.

C'est ainsi que j'ai commencé à réellement militer pour un mode de vie durable et respectueux de l'environnement. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des représentants gouvernementaux français, européens puis du monde entier, collaboré avec des spécialistes de tous bords tels que des économistes, des architectes, des écologues, etc. Nous avons uni nos forces, nos compétences et œuvré pour bâtir une population civile mondiale qui a petit à petit pris conscience de la finitude des ressources, ce terme n'est plus devenu tabou. Le concept de maison-déchet a résisté au lobby des architectes, a été en mesure d'apporter les preuves de sécurité urbanistique, a triomphé des accusations d'extension de bidonvilles, a bénéficié aux personnes les plus démunies comme aux personnes souhaitant un autre mode de vie, plus connecté à la nature. Si bien qu'aujourd'hui en France un quart des habitations sont des maisons déchets.

Temitope Ifekoya*
Université Paris Sud

Pour une révolution écologique

La scène se passe en 2040. Alors que les activités humaines ont eu des conséquences graves sur l'environnement et que l'inaction politique a été la règle durant des dizaines d'années, les 50 premières puissances économiques se réunissent afin de fixer des objectifs en faveur de l'environnement.

Toutes ces mesures [pour corriger les aberrations écologiques des décennies précédentes] ont un coût : il a été estimé à 0,4% de diminution de la croissance mondiale par an en moyenne. C'est beaucoup mais peu comparé au coût de l'inaction. Il ne faut pas oublier non plus que toutes les mesures de restriction et d'interdiction sont compensées par des mesures de mise en place de nouvelles

techniques. Des emplois seront créés, de la croissance également. Donc cette diminution de croissance sera plus faible en 2060 qu'en 2047. Les populations vont progressivement changer leur mode de consommation en prenant conscience de leur impact individuel sur l'environnement.

Malgré l'engagement de la communauté internationale, certains effets du développement incontrôlé de l'humanité sont irréversibles : jamais la Terre ne retrouvera son niveau de biodiversité pré-industriel. Des tensions alimentaires et hydriques vont encore survenir. Le problème de la surpopulation ne sera pas réglé. Mais plus qu'une révolution écologique, c'est d'une aventure de l'humanité dans la coopération et la solidarité que nous avons besoin. La nature n'a pas de frontière, tous les humains peuvent en tirer profit en la respectant et en pensant aux conséquences pour les générations futures. La communauté internationale toute entière tire des leçons du passé et tente de corriger les nombreuses erreurs faites il y a des années, malgré les mises en garde des scientifiques. Les conséquences annoncées se sont révélées être exactes voire trop optimistes. La température a augmenté en 2040 de 3,8°C. La banquise n'existe plus. Les impacts sont catastrophiques : élévation de 37 cm du niveau des océans, augmentation de la température des océans, perturbation des courants marins qui conduit à un changement climatique, augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes...

Thibaut Dussart
Université Pierre et Marie Curie

Investir dans l'économie bleue des Outre-mer

L'investissement dans les richesses marines des Outre-mer n'a de sens que s'il s'appuie sur une stratégie bien pensée en amont. Investir massivement dans l'économie marine est en quelque sorte un pari pascalien : c'est un pari incertain, mais il faut savoir parier. [...] La constitution de projets locaux aura pour préalable l'adhésion de la population locale de façon à créer une dynamique territoriale

Thomas Guérin
Science Po Paris



Investissements

DURABLES



Investir dans la qualité de l'emploi

Le gouvernement pour son pacte de responsabilité a tout intérêt à prendre en compte la dimension de la qualité de l'emploi, en particulier pour les parties de la population les plus impactées par la crise. Pour cela, le gouvernement peut inclure un volet « qualité de l'emploi » garantissant par exemple le droit à la formation en priorité pour les moins qualifiés et les plus jeunes. Il peut également réaffirmer son attachement à des pratiques permettant de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle et surtout mener des politiques visant à lutter contre les emplois précaires (du type emploi temporaire subi) souvent proposés aux jeunes et moins qualifiés.

Adrien Frontenaud
Université Paris-Est Marne-la-Vallée

Les Barbares attaquent !

[...] Les projets disruptifs qui constituent les startups et les futurs grands groupes industriels de demain doivent donc devenir des Barbares, l'expression vient de Nicolas Colin et Oussama Ammar, co-fondateurs de l'accélérateur parisien de startups *The Family*. [...]

Être un Barbare, c'est tout d'abord un état d'esprit avant d'être une liste de techniques. Le Barbare est celui qui croit au *hack* dans son sens le plus classique : entrer sans autorisation. Alors qu'une entreprise a pour but d'optimiser au maximum son *business model*; la startup va, à l'opposé, être une entité à la recherche d'un *business model*. Cette dernière va entrer sur un marché où elle va totalement redéfinir la création de valeur en bouleversant les plans des acteurs traditionnels. [...]

Pour investir l'avenir de manière barbare, plusieurs mesures concrètes peuvent être prises :

- L'enseignement de la programmation informatique dès le secondaire. [...]
- Aide à un accès au capital plus rapide. [...]
- Création d'un incubateur de startup dans chaque établissement public d'enseignement supérieur. [...]

- Des cours facultatifs d'entrepreneuriat quelle que soit la filière d'étude de l'étudiant. [...]

Alexis Flocon
Université Paris II Panthéon-Assas

Des étoiles dans les yeux

Aujourd'hui, des milliers de jeunes guidés par des valeurs de solidarité décident d'entreprendre et de créer de la valeur à la fois marchande et sociale. Ils s'emploient à faire disparaître la frontière superflue délimitant le secteur de l'économie capitaliste classique de celui relevant de l'économie sociale et solidaire. En nous prouvant que ces deux secteurs sont interdépendants, ces jeunes inventent de nouveaux modèles et nous prouvent que nous pouvons prétendre à changer durablement la société. Nous verrons donc dans une seconde partie dans quelle mesure nos modes de vie et de travail sont considérablement transformés par ces innovations. [...]

« Devant l'indifférence générale, demain est annulé » nous annonce le slogan des artistes Chapuis et Touyard. Il est temps de sortir de cette logique du court terme et de fuite en avant perpétuelle. Le court terme n'est pas tenable et la question n'est plus aujourd'hui de savoir s'il faut changer notre manière de vivre, mais de savoir comment. Comment réapprendre à vivre, à consommer et à produire dans une logique de long terme. Nous devons prendre notre temps, nous poser, nous reposer et réfléchir ensemble à ce que l'on souhaite pour le futur. C'est pourquoi il est important de ne pas voir toutes les expérimentations [entrepreneuriat social, économie et finance collaborative, etc.] comme celles de doux rêveurs mais plutôt comme celles de prescripteurs de tendances. Ceux qui peuvent se permettre de réfléchir et de prendre du recul se doivent de le faire et de tenter d'inventer de nouveaux modèles. Il est grand temps d'inventer notre devenir, hier n'est plus tenable et ne permet pas à sept milliards de personnes de vivre ensemble.

« Courage, restons » nous propose le collectif Bonheur Intérieur Brut.

Arnaud Mispolet
Essec, Paris

Repenser la banque

L'économie mondialisée, financiarisée et informationnelle transforme les entreprises, les obligeant à davantage d'agilité, de vision long terme et de support réseau et financier pour se pérenniser. Pour «investir l'avenir», les banques, acteurs majeurs de notre économie réelle, sont appelées à revisiter leur modèle pour s'humaniser, se responsabiliser et développer des leviers de croissance innovants et de gouvernance partenariale.

Aurélié Walas
Science Po Aix

Investissement et mouvement coopératif

Un projet d'avenir: créer une coopérative d'emploi et d'activité jeune

[...] De très nombreuses idées de projets innovants auront certainement été formulées dans le cadre de ce concours. Afin que ces projets aient une meilleure chance de voir le jour, je propose de créer une coopérative d'activités et d'emploi (CAE) qui leur donnerait un cadre d'épanouissement. Ce serait en quelque sorte le « projet des projets » d'*Investissez l'avenir*.

[...] À propos de l'identité française Marcel Gauchet, philosophe et historien affirme que la France a mal géré le tournant de la mondialisation et qu'elle n'a pas encore trouvé un modèle conforme à son identité et à ses possibilités d'excellence. Ce modèle, je suis convaincu qu'il est en gestation dans le mouvement coopératif. Les coopératives recèlent des forces inexploitées pour l'avenir de notre pays et de notre continent. Plusieurs coopératives et mutuelles françaises ont déjà un rayonnement mondial. Partout, dans nos régions, dans nos villes, des personnes innovent sur un mode coopératif. Les initiatives fleurissent. Facteur de transformation économique et sociale, le mouvement coopératif ouvre un nouvel horizon d'espoir dans le ciel de la morosité.

Benjamin Boutin
Université Paris Sud

L'entrepreneur, bâtitteur d'avenir

Interview de Sophie Delavant, jeune créatrice du Réseau La Centrale

Fraîchement diplômée de l'Université, j'ai décidé de franchir le pas de l'entrepreneuriat pour prendre mon destin en main et créer mon propre emploi. [...] Mon enthousiasme s'est heurté à de multiples obstacles. Tout d'abord l'argent. Le financement d'un projet entrepreneurial est un véritable chemin de croix ! Entre les rebuffades des banques, le scepticisme des *business angels* et le dédain des fonds d'investissement... [...] Mes premiers projets d'application iOS de *coworking* n'ont jamais vu le jour et en prime, mes économies y sont toutes passées avec quelques dettes bancaires en supplément !

J'ai aussi manqué d'expérience. Ma naïveté a été une entrave au développement de mes projets. Il m'a manqué un entourage professionnel qui puisse me renseigner et me conseiller sur les différentes étapes de la création d'entreprise et les exigences du monde des affaires. La création d'une entreprise requiert la maîtrise de multiples notions comme la finance, le marketing et le droit auxquelles je n'avais pas accès. [...] J'ai parfois ressenti un profond sentiment de solitude. Cette impression de perdre du temps et de l'argent... Mais mon imagination était en constante ébullition et à chaque échec, j'accumulais de l'expérience, des connaissances techniques et je me disais que la prochaine allait être la bonne. On peut dire que j'allais d'échec en échec avec enthousiasme ! [...] Mais j'ai appris à comprendre qu'avoir peur était quelque chose de sain et à relativiser cette peur pour m'en servir comme d'un catalyseur. Par contre dépasser la peur des autres est beaucoup plus difficile. [...]

Mais pour rien au monde je ne choisirais une autre voie que l'entrepreneuriat. C'est mon *nindo*, ma voie comme l'interprètent les Japonais. Comme disait Eleanor Roosevelt disait: «Le futur appartient à ceux qui croient à la beauté de leurs rêves».

David Faravelon * pour *Le carré Faravelon*
Grenoble École de management

Semer aujourd'hui pour récolter demain

[...] Développer une stratégie européenne pour la jeunesse n'a pas encore intégré les traités européens. Des initiatives ont été menées, mais souvent timidement. Pourtant, la meilleure garantie de développement des pays d'Europe, dans l'Union, c'est la capacité à investir et innover dans un esprit de progrès et d'économie durable. Cette capacité est dans les mains de la jeunesse européenne, celle d'aujourd'hui et de demain, celle qui n'a pas connu le Rideau de fer ni le franc et le mark – ou si peu. [...]

Trop de formations universitaires demeurent handicapées par leur orientation, floue ou trop spécialisée, ce qui revient souvent au même. En France, où l'Université professionnalise peu, le taux de chômage des jeunes diplômés est significativement supérieur à celui des jeunes diplômés allemands dont la formation est plus professionnalisante. L'absence d'équivalence réelle entre formations et diplômés au niveau européen s'y ajoute en amoindrissant la mobilité potentielle et la localisation optimale des talents.

[...] Ainsi, il résulte de ce qui précède qu'encourager de manière responsable la prise de risque, l'audace créatrice semble la meilleure garantie que le présent puisse offrir à l'avenir. J'ai constaté par moi-même dans le cadre d'activités associatives, combien il est difficile parfois d'initier des projets, de lancer des réalisations nouvelles. Souvent, il tient à une seule personne, plus fortement motivée, plus habile ou plus charismatique, que ces projets existent, réussissent et perdurent. Dans tous les cas, il est difficile d'entreprendre sans un minimum d'optimisme, de foi dans le projet, dussé-je paraître trop téméraire ou illusoire. «Souvent la chance sourit aux audacieux» dit l'adage : c'est en ce sens que l'audace peut être encouragée, et le risque réhabilité, dès lors que l'objectif poursuivi, délaissant la recherche spéculative de profits incertains, offre à l'intérêt public les garanties d'un investissement sincère.

Guillaume Leraut
Université Paris I Sorbonne, ENS Paris

L'avenir aujourd'hui

Des investissements de long terme, ciblés, dans des projets qui devront obligatoirement avoir un impact social, environnemental, permettront de remettre sur les rails un projet de société basé sur un squelette sain. La philosophie de ces investissements serait, à l'image de *l'impact investing* (domaine naissant de la finance et encore en plein développement) de sélectionner les investissements non plus uniquement sur le couple traditionnel rendement/risque mais en intégrant à la décision d'investissement l'impact des projets sur leur environnement. Il est en effet temps de penser les effets de nos actions, de nos investissements, non plus comme externes, mais comme partie intégrante de la société dans laquelle nous évoluons. [...] Des projets qui ont du sens, qui innovent, qui respectent l'homme et la nature, tout cela dans le long terme et via un impact observable, mesurable, voilà ce dont à besoin aujourd'hui de s'inspirer notre modèle, afin de ne plus penser les interactions comme une somme d'oppositions mais plutôt comme un ensemble uni.

Nous devons être aujourd'hui la génération qui remettra progressivement notre société sur les rails, durant cinquante, soixante ans peut-être même plus, si nous ne voulons pas aller dans le mur. Nous devons lancer les innovations en laissant s'exprimer notre créativité pour insuffler un nouvel élan d'initiative. Le mouvement initié devra être accompagné car il ne suffit pas de lancer des projets mais il convient de les suivre dans la durée. Ainsi, un monde où les hommes, plutôt que de s'opposer pour tirer à eux les miettes d'un gâteau qui sinon tendra inévitablement à se réduire, s'uniront en se servant de leurs différences pour créer et échanger dans le respect de l'homme et de la nature, ce mode aura un bel avenir.

Guillaume Marion
Université Paris I Panthéon Sorbonne

Pour de nouveaux relais de croissance

[...] Pour peu que les pouvoirs publics ne tuent pas le poussin dans l'œuf, le *crowdsourcing* et le *crowdfunding* semblent prêts à se mettre sur orbite, pour le plus grand

bénéfice de tous. Ils correspondent exactement à ce que nous, jeunes aspirons à vivre : des relations horizontales, de la diversité dans nos missions et un engagement citoyen qui donne du sens à nos actions.

[...] Passés maîtres dans l'art d'évoluer sur le Web 2.0, nous [la jeune génération] pourrons, grâce à ces nouveaux outils, utiliser plus efficacement nos capacités, là où elles sont nécessaires. Certes, les risques sociaux doivent être pris en compte, mais contrairement à nos aînés, nous ne croyons ni à l'emploi à la vie, ni à la capacité de l'État à préserver tous les acquis sociaux : la génération du « système D » est prête à prendre des risques et à sacrifier une partie de son confort pour plus de liberté d'entreprendre et l'espoir de s'en sortir par le haut.

Le pire serait de rester une fois de plus à quai, en regardant partir le train, embourbé dans une législation pesante et bridant toute créativité. Si les jeunes seront les principaux acteurs de leur futur, il est évident qu'un avenir radieux n'est envisageable que si les dirigeants actuels ne l'hypothèquent pas définitivement. Chefs d'entreprises, hommes politiques, commissaires européens, nous investirons l'avenir et gravirons notre Everest, pourvu que vous ne chargiez pas trop nos sacs à dos !

Guillaume Parent
École Centrale Paris

Territoires et tourisme local

Les Ardennes. Taux annuel de croissance de la population -0.2% (+0,7% au niveau national), part d'actifs dans les 15-64 ans 59% (contre 63), part de chômeurs et autres inactifs (militaires et étudiants exclus) 22,8% (contre 17,6), un PIB par habitant dans les plus mauvais des départements français et des tendances qui vont dans le mauvais sens. Voilà une zone sinistrée depuis plus de trente ans, un archétype français de la région dévastée par le déclin industriel. Il y en a d'autres en France mais, celle-là, c'est la mienne !

[Tourisme local], voici l'avenir de mes Ardennes ! L'avenir des territoires délaissés, oubliés peut-être. La voie du

tourisme local propose une conversion de ces régions pour une économie durable. On ne sait pas où sera l'économie industrielle dans un siècle. Par contre, on sait qu'il y aura des touristes ! [...] Le tourisme s'est trop concentré dans les métropoles, en particulier à Paris. Le tourisme local propose de remettre au cœur du développement économique les régions en mal. Voici l'occasion de faire simultanément de la croissance dans les zones déprimées où aucune solution n'a été trouvée, de la croissance durable non soumise aux aléas technologiques et de l'équilibre dans les comptes publics. Le rôle primordial de l'État consiste à « allumer la mèche », les entrepreneurs et investisseurs prendront immédiatement le relais. [...]

Guillaume Wilemme
Science Po Paris

Un cours mémorable

Nous sommes au XXII^e siècle, un cours d'économie sur le monde avant la « grande transition »

Le professeur : Les investisseurs, comme je l'ai dit, étaient vraiment très différents. Ces personnes étaient chargées de gérer l'argent de leurs clients, mais dans le seul et unique but d'obtenir un retour sur investissement. Sans le moindre souci pour l'entreprise dans laquelle ils investissaient, ni pour ses salariés, ni pour l'environnement. Seuls les bénéficiaires financiers comptaient. Tenez, un exemple tiré de ce journal de 2008 : une banque fait faillite suite à la dépréciation soudaine de ses actifs. Il faut vous imaginer qu'un article de ce type était chose courante au début des années 2000. [...]

Incroyable. C'est le premier mot qui m'est venu à l'esprit en entendant le professeur. Comment une société toute entière a-t-elle pu fonctionner sur des bases aussi primitives ? *La recherche du profit personnel...* J'ai peine à croire que des humains, qui sont en théorie les êtres les plus intelligents sur Terre, aient pu inventer un tel système de course à l'accumulation de richesses et de compétition sans pitié. De nos jours garder son épargne pour soi serait très mal vu, je dirais que ce serait considéré comme antisocial et rétrograde. Nous courons plutôt après un juste équilibre entre une vie privée confortable et une épargne collective pour le financement des biens publics. N'importe quel

industriel serait critiqué s'il affichait les résultats de sa société en termes financiers. Les entreprises sont notées en fonction de leur impact social et environnemental.

Jean-Baptiste Vaillant
École des Mines Nancy

Comment investir dans l'ESS ?

Mon idée pour développer l'ESS dans l'avenir est de la démocratiser, de la rendre accessible à tous en tant qu'acteur, en la faisant connaître par la majorité, et quel meilleur moyen pour cela que de la faire étudier dans les écoles ? Certaines formations sont déjà existantes et leur nombre se développe de manière exponentielle : elles sont cinq fois plus nombreuses qu'en 1990, cependant il s'agit de cursus spécialisés, nécessitant donc de connaître suffisamment l'ESS pour y porter un intérêt. Je pense que l'enseigner dans les cursus généraux serait un investissement intéressant. Deux axes me semblent importants pour rendre cette économie alternative enseignable dans les filières économiques générales : créer une initiation à l'économie sociale et solidaire avant l'entrée dans les études supérieures, théoriser l'ESS, son fonctionnement et ses connaissances au niveau microéconomique.

Jeremy Déquéant
Université de Nantes

Investissements humains

De façon synthétique, les quelques investissements qu'il me semble nécessaires d'encourager dans les années à venir quelle que soient la qualité de la dynamique économique et la tendance sociale de nos nations seront à

la fois des systèmes d'évaluation claire et accessibles aux consommateurs en ce qui concerne le respect des parties prenantes et le développement de stratégies économiques humainement responsables ; mais aussi des outils de financement qui mettent non un mais tous les hommes au centre de la réflexion afin de favoriser des circuits qui

rendent chacun acteur de la réussite économique de son environnement (local / national) et enfin le développement de marchés *based on the bottom up* seront primordiaux pour relancer une économie équilibrée et innovante.

Léo Garnier
École Polytechnique

Pour une politique des champions régionaux

La crise engagée en 2008 a détruit 460 000 emplois industriels. Mais elle n'a fait qu'accélérer une tendance longue qui est celle de la désindustrialisation française avec 1,2 million d'emplois supprimés depuis 1980. [...] Une politique macroéconomique permettant à l'industrie française de gagner en compétitivité et qui relancerait l'investissement dans ce secteur est nécessaire. Pour y parvenir, nous proposons d'adopter à l'échelle nationale un nouveau modèle industriel inspiré du modèle toulousain. Il s'agit d'un système qui fait correspondre à une zone géographique spécifique une filière spécialisée, ce qui permet de concentrer de grandes firmes comme Airbus à Toulouse, Sanofi dans la zone Lyon-Grenoble et à Strasbourg, et de créer un tissu d'emplois induits. [...]

À cela, il faut ajouter les externalités d'urbanisation qui expliquent que notre modèle soit métropolitain. La concentration des lieux de formation, créateurs d'une main d'œuvre qualifiée, et des biens publics est favorable aux transferts de connaissance et à l'efficacité productive. [...] Cette politique industrielle implique un engagement important de l'État dans les infrastructures et le système éducatif, en particulier supérieur. La formation du capital humain étant déterminante pour la productivité, l'État doit faire en sorte d'investir plus dans l'éducation sans pour autant remettre en cause sa quasi gratuité. [...] Il faut enfin souligner que l'adoption d'un modèle industriel est compatible avec la transition énergétique. On peut supposer une spécialisation dans des filières industrielles vertes, par exemple dans les énergies renouvelables, qui sont des marchés dont le potentiel de croissance est fort.

Lino Galliana
ENS Lyon

Au printemps des possibles

Mesdames, Messieurs,

En réponse à l'annonce parue sur internet, je viens vous présenter ma candidature au poste d'«essayiste investisseur d'avenir» proposé par France Culture Plus et le Cercle des économistes d'Aix en Provence.

En qualité d'investisseur, je souhaiterais, tout d'abord, accorder tout mon crédit à «l'essai». En effet, si, en littérature, il est une œuvre de réflexion personnelle, au rugby, il est également, une action de jeu consistant à mettre son poids sur le ballon pour pouvoir tenter, ensuite, une transformation. Cette dernière définition, nous ouvre dès lors les champs de possibles insoupçonnés. C'est dans ce jeu du possible que je souhaiterais inscrire mon essai. En tant qu'il est empreint d'action et de mouvement, il investira les espaces de réflexion laissés par les interstices de la complexité, afin de mieux préparer la transformation du monde que nous habitons.

Cela étant précisé, laissez-moi exprimer ma surprise quant à la formulation choisie: «Investissez l'avenir». Est-ce à dire que ce présent, quasi impératif, renverrait à une opposition des jeunes (vous) aux plus âgés (nous) et des étudiants aux actifs? Cette segmentation induite par l'emploi de la deuxième personne du pluriel semble impliquer une vision linéaire du temps et un aspect formaté de l'avenir, laissant ce dernier aux seules mains des jeunes qui se retrouvent, une fois encore, en charge d'un futur obscur dont la génération précédente ne sait plus quoi penser. Bref, un «présent» empoisonné!

Toutefois, le verbe investir fait sens. Il porte en lui la notion d'intériorité. Bien que fort connoté économiquement, il vient du latin *investire* qui signifie revêtir, de *in* «dans, sur» et de *vestis* «vêtement». C'est en son cœur que palpite notre intérêt. L'idée d'un vêtement intérieur, d'une peau qui protège en restant perméable à son environnement; une peau qui respire, une membrane fine et fragile, pourtant, terriblement efficace, parce qu'elle participe à la fonction vitale d'un organisme. Vous me suivez?

Maryline Vo
ICN Business School Nancy

L'ingénierie financière contre la pauvreté

La titrisation a été la machine qui a permis l'allocation des capitaux du monde entier vers le marché immobilier américain et de facto de gonfler la bulle immobilière. [...] Je pense que les outils d'ingénierie financière naguère élaborés pour financer (et gonfler) le marché immobilier peuvent être «sublimés» par une allocation alternative qui n'en reste pas moins profitable pour les investisseurs: le financement de l'entrepreneuriat dans les pays en voie de développement.

Sortir de la pauvreté, c'est entreprendre. Entreprendre, c'est se faire financer. Or, dans les pays en voie de développement, les marchés financiers sont quasi inexistantes et les banques (souvent étatiques) répugnent à investir dans des domaines d'activité risquée. La titrisation peut être utilisée comme alternative aux moyens de financement traditionnels pour la réalisation de ce type de projet.

Nordine Abidi
Université Toulouse I Capitole

Et si les solutions étaient sous nos yeux!

Nous ne manquons pas d'innovation. Nous ne manquons pas d'initiatives géniales. Nous manquons de héros anonymes qui soutiennent ces projets. Pas besoin d'avoir un doctorat, une rente ou du temps libre pour donner un coup de main. N'importe qui peut aider un entrepreneur social et son équipe. Ils ont besoin de gens comme vous et moi qui parlent d'eux, qui leur donnent des feedbacks, qui leur font des dons, qui les connectent, qui les encouragent tout simplement. Pour un entrepreneur, comptez 1000 personnes qui gravitent autour du projet. Si vous n'avez pas la motivation pour changer le monde, eux l'ont. Il suffit d'un coup de pouce. Vous avez l'embarras du choix. Ce que j'aime dans l'Entrepreneuriat Social? C'est que je suis *nobody* et que j'aide des super héros du XXI^e siècle à changer le monde.

Pierre Chevelle
ESCP Europe

De quoi l'innovation inclusive est-elle le nom ?

Ainsi, l'innovation inclusive sera peut-être amenée à révolutionner la vie quotidienne de l'ensemble de l'ensemble de la planète et plus seulement de ceux des «pays pauvres» [...].

La plupart des entreprises qui produisent sur le modèle de l'innovation inclusive le font au sein de leurs secteurs d'activité: Samsung produit des téléphones portables pour illettrés, le fabricant Chotukool produit des réfrigérateurs traditionnels depuis plus de 100 ans, etc.

Le plus grand pari que l'on puisse imaginer serait alors une entreprise dont le cœur de métier ne serait pas un secteur en particulier mais l'innovation inclusive à travers une approche collaborative.

Pierre Tournier
ESSEC, Paris

88

Pour une économie «triangulaire»

L'économie Triangulaire [fondée sur l'interdépendance entre taux de croissance, taux d'emploi et la variable incitation économique], permettra de passer de l'incitation économique à l'emploi et à la croissance dans le but de palier le risque d'implosion financière de notre système de retraite, chômage au plus haut historique et endémique depuis 30 ans et enfin d'améliorer le climat de la dette sur le PIB et la réduction des dépenses publiques, dans le but de renvoyer l'ascenseur économique de la France sur la scène européenne et internationale.

Prince Bertrand Bahamboula
Université Paris Assas

Sept propositions pour rappeler l'essentiel

Proposition 6 : Le crédit social

Il s'agit ici de proposer une idéologie économique peu connue, qui permet de limiter la décorrélation entre l'économie des marchés financiers et celle de la vie réelle. Le crédit social, introduit dans les années 1920 par l'ingénieur Clifford Douglas, également soutenu par le prix Nobel Maurice Allais, propose que les banques centrales émettent en période de croissance une somme monétaire correspondant à l'accroissement du PIB, qui sera reversée de façon identique à chaque citoyen.

Ce montant, certes peu élevé en Europe dans la conjoncture de faible croissance, peut le devenir dans un avenir plus favorable et le serait déjà dans les régions du monde émergentes. Il permet l'affirmation d'un principe fort: chaque personne est héritière au même titre que les autres de l'immense quantité de biens et connaissances accumulées par l'humanité. Ce montant n'est pas une subvention, ou une allocation versée par un État providence généreux : il n'est que le dividende dû à chacun. Les conséquences macroéconomiques de ce système sur l'inflation et l'endettement des ménages et des États sont importantes, mais étonnamment peu étudiées.

Xavier Lachaume
ENS Paris

89

Souvenons-nous de toujours oser

[...] La démarche est d'inciter fortement les individus, notamment les jeunes, à consacrer une partie de leur temps libre dans des projets sociaux publics ou associatifs. Cela permet à la fois de s'engager personnellement dans une cause de solidarité et donc de se sentir utile, et aussi de dynamiser les secteurs sociaux qui sont en difficulté. Cette manœuvre mettrait en avant des listes variées de fonctions sociales sélectionnées, dont le contenu serait réadapté à chaque localité.

Yonathan Van Der Voort
IUT de Lannion

Index des auteurs

01 à 17

I. CINQ LAURÉATS

Antoine Sigwalt · Emmanuel Schneider · Lucie Zanella

Contributions collectives:

· Aurélie Gaudieux, Lisa Cavalerie, François Dumoulin, Cynthia Pitou (Université de la Réunion)
· Virgile Bousquet, Marie-Madeleine Bordelier (Université Lumière Lyon II, Sciences Économique et de Gestion)

19 à 29

II. L'EUROPE, L'EUROPE, L'EUROPE... ET LE RESTE DU MONDE

Geoffrey Bas · Ludovic Bénistant · Mark Chapman · Louis Chatelet · Aline Dupont · Maxime Jambon · Auxence Moulin · Marie-Lise Picard · Aymar Pommier · Clément Samson · Quentin Schwanck · Clément Triballeau

Contributions collectives:

· Bastien Cueff pour le collectif *Chatts and C°*: Ariane Dalarun, Quitterie d'Andoque de Seriège, Victoire Lantreibecq (Science Po Paris)
· Aline Dupont, Loïc Wojda (Bordeaux Science Agro)
· Aurélien Roussel, Romain Chausserie-Laprée (Science Po Aix)

31 à 45

III. MÉTAMORPHOSES DE LA SOCIÉTÉ

Anne-Hermine Allain · Adrien Fabre · Cécile Fraysse · Nicolas Lancesseur · Amélia Legavre · Capucine Marteau · Fanchon Mayaudon-Nehlig · Aurélien Paccard · Alexandre Peluffo · Chloé Templier

Contributions collectives:

· Claire Devilard, Baptiste Charles (Kedge BS)
· Ludmila Faye et Clarisse Zoulim (Université Paris I Panthéon Sorbonne)
· Diane et Anne-Élise Lenne (Paris Dauphine)
· Omar Keita, Damien Zavrnsnik (INET)
· Sofya Sukhanova, Kenji Tsuchiya (CELSA Paris Sorbonne), Sophie Boudy (Université Paris X Nanterre Ouest La Défense)

47 à 59

IV. ÉDUCATION, CHEMIN D'AVENIR

Tassanee Alleau · Emmanuel Bavoux · Florian Bon · Justine Boyé · Natacha Brun · Aude Burel · Rudy Chouvel · Audrey Girard · Isabelle Girard · Florian Grosset · Sara Laurent ·

Samuel Ligonnière · Léonard Moulin · Nicolas Naïditch · Olivier Renaud · Olivia Zitouni-Tinlot

Contributions collectives:

· François Joly, Chloé Rochereuil (Science Po Paris)

61 à 73

V. ENTREPRENDRE AU FUTUR

Paul Augusseau · Telman Azarmahd · Pierre-Louis Berte · Florian Bosser · Jérémy Boullé · Guillaume Boulvert · Romain Chappoz · Simon Chauvin · Coline Chossat · Thibaut Dussart · Sébastien Eskenazy · Ludmila Faye · François Gibelli · Foucauld Giuliani · Thomas Guérin · Christophe Hambura · Temitope Ifekoya · Omar Keita · Gabriel de Longeaux · Pierre Lucas · Marie Coulomb · Alexandre Person · Eric Pujol-de-Goes · Gabriëlle Ranieri · Paul Renaud · Jade Romagnan · Benjamin Sibille · Sofya Sukhanova · Aliénor Vienne

Contributions collectives:

· Noé Bugeau, Louis Fages (Université Bordeaux Montesquieu)
· Elfie Chadelat pour l'association *l'Avocatier* (Université Paris II Panthéon Assas)
· Anne Gadel et Youssef Halaoua (Classe préparatoire ENA, Strasbourg)
· Chrys Ibombo pour l'association *Aguibasket* (Animafac)
· Temitope Ifekoya, Arame Guye du groupe AGIT (Université Paris Sud)

75 à 89

VI. INVESTISSEMENTS DURABLES

Nordine Abidi · Prince Bertrand Bahamboula · Benjamin Boutin · Pierre Chevelle · Jérémy Déquéant · Alexis Flocon · Adrien Frontenaud · Lino Galliana · Léo Garnier · Xavier Lachaume · Guillaume Leraut · Guillaume-Hadrien Marion · Arnaud Mispolet · Guillaume Parent · Pierre Tournier · Jean-Baptiste Vaillant · Yonathan Van Der Voort · Maryline Vo · Aurélie Walas · Guillaume Wilemme

Contributions collectives:

· David et Brian Faravelon (Universidad del Desarrollo, Chili)

* Les étoiles à côté des signatures indiquent une contribution collective.

Ce deuxième livre de la collection «La Parole aux étudiants» célèbre les réflexions des jeunes pour un avenir possible.

Comment, aujourd'hui, dans un monde de plus en plus illisible, ils revendiquent le droit d'agir.

Ils nous livrent leurs diagnostics, leurs critiques, mais nous disent aussi leurs convictions, leurs projets, leurs espoirs et dessinent de nouveaux cadres de pensées.

Ils sont connectés et veulent décroïsonner les filières éducatives, relier les savoirs... et sont conscients de leurs atouts pour une transition positive en vue d'un monde désirable.

Prenez le temps de parcourir ce livre conçu en deux grandes parties, la première présentant des extraits des textes des cinq lauréats, et la seconde en 5 chapitres les «morceaux choisis» des autres contributions retenues.

Cet ensemble est une formidable source d'énergie (il vous faut y puiser) et donne une belle idée d'une pensée «transdisciplinaire», moteur de créativité, de générosité, d'engagement et d'esprit d'entreprise.

Le Cercle des économistes